PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU 15 DÉCEMBRE 2020 – DE 20H00 À 23H07

à la salle polyvalente à la route des Monts 14

PRÉSIDENCE Mme Sophie MOURA (PLR), Présidente

VICE-PRÉSIDENCE M. Frédéric Blanc (PS et Indépendants), Vice-président

BUREAU M. Sébastien ANDREY (PDC), Scrutateur
M. Christophe BIERI (UDC), Scrutateur
M. Joseph MAURON (PS et Indépendants), Scrutateur
M. Julien TERCIER (PLR), Scrutateur

PRÉSENTS M. Sébastien ANDREY (PDC) – M. Frédéric BLANC (PS et Indépendants) – M. Christophe BIERI (UDC) –M. Eric BUCHS (PDC) – M. Francis DUPRE (UDC) – M. Jean-Daniel FALCONNET (PLR) – M. Samuel FAVRE (PLR) – Mme Anne FAVRE-MORAND (PS et Indépendants) – Mme Amélie GAPANY (PLR) – M. Patrice GREMAUD (PLR) – Mme Sabine GUILLET (PLR) – M. Daniel GUMY (PDC) – M. Bertrand HUGUENOT (PLR) – Mme Corinne JOLLIET (PS et Indépendants) – M. Frédéric JORDAN (Indépendants) – M. Dominique MAGLI (PDC) – M. Eric MAGNIN (PLR) – M. Joseph MAURON (PS et Indépendants) – M. Pierre MAURON (PS et Indépendants) – Mme Sophie MOURA (PLR) – Mme Florence PASQUIER (UDC) – M. Laurent PASQUIER (Indépendants) – M. Yves PASQUIER (PDC) – M. Louis PITTET (UDC) – M. Eric RABOUD (UDC) – M. Florian SUDAN (PLR) – M. Julien TERCIER (PLR) – M. Steve ULDRY (PLR)

EXCUSÉS Mme Antoinette BOSSON (PLR), M. Etienne HUYGHE (PS et Indépendants)

TOTAL **28 présents, 2 excusés, soit une majorité absolue de 15**

CONSEIL COMMUNAL M. Stéphane SCHWAB, Syndic – Mme Catherine BEAUD, Vice-syndique – M. Antonin CHARRIÈRE – Mme Sylvie BOSSON – M. Claude JELK – M. Daniel BLANC – M. Wolfram SCHUWEY, conseillers communaux.

SECRÉTAIRE Mme Diana SANTOS

RÉDACTEUR DU PV M. Hugo DELABAYS

HUISSIER M. Philippe SAVARY

OUVERTURE DE LA SÉANCE

À 20.00 heures, Mme la Présidente ouvre la séance du Conseil général du 15 décembre 2020.

« Mesdames, Messieurs, chers collègues,

En cette période si particulière qui nous prive de bien de contacts et d'échanges, j'ai malgré tout l'honneur d'ouvrir la dernière séance du Conseil général de 2020. Je salue M. le Syndic, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux ainsi que vous toutes et tous, chers collègues du Conseil général.

Tout d'abord, je vous prie d'excuser l'absence de M. Etienne Huyghe qui ne peut être présent pour des raisons sanitaires ainsi que Mme Antoinette Bosson.

Je salue Mme Diana Santos, la secrétaire ad interim, M. Hugo Delabays, le secrétaire désigné au procès-verbal, Mme Gentridë Huruglica, caissière, sans oublier notre précieux huissier, M. Philippe Savary. Je les remercie pour leur travail remarquable, leur formidable engagement et investissement pour notre commune.

Mes salutations s'adressent enfin aux représentants de la presse dans la salle qui viennent s'intéresser au déroulement des séances de notre Conseil général. J'en profite pour féliciter Mme Anne Favre-Morand qui, suite au retrait d'un de ses collègues dans cette 2ème partie de législature, a fait son entrée au Grand Conseil. Plein succès à elle dans cette nouvelle fonction. Pour respecter les mesures sanitaires, un bouquet lui sera remis en fin de séance.

Il est temps à présent de nous occuper des dossiers de notre commune. A toutes et tous, je souhaite une bonne séance.

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil général, vous avez été convoqués par lettre expédiée en prioritaire le 25 novembre 2020.

Vous avez également reçu un lien internet vers le dossier électronique mis en ligne. En plus de la convocation, le dossier de séance se compose du procès-verbal de la séance du Conseil général du 16 juin 2020, du budget 2021, du rapport sur le budget de fonctionnement et sur le budget des investissements, du message relatif à l'achat et la transformation du bâtiment de la Raiffeisen, du message relatif à l'achat du bâtiment à la route des Monts 6, du message relatif à la révision totale des statuts de l'Association intercommunale "Sport en Gruyère" (AISG) ainsi que les statuts, du message relatif au projet VALTRALOC ainsi que le rapport de la commission d'aménagement, de la détermination du Conseil communal sur le postulat de Mme Anne Favre-Morand et M. Georges Oberson « Concept de circulation », de la détermination du Conseil communal sur le postulat de Mme Florence Pasquier et M. Christophe Bieri « Sécurité des piétons aux abords du giratoire de la Poste », de la détermination du Conseil communal sur le postulat de MM. Frédéric Blanc, Christophe Bieri et Samuel Favre « Des solutions pour les déchets sur la voie publique », de la détermination du Conseil communal sur le postulat de M. Sébastien Andrey « Maintien du chemin des écoliers Comba-Monts 14 ».

Je constate par conséquent que tous les documents sont parvenus aux Conseillers généraux avant la séance de ce soir et je vous ferai grâce de la lecture complète de ces derniers.

Je précise que les débats sont enregistrés comme le permet l'article 9 du règlement du Conseil général.

Je profite également de l'occasion pour vous demander de bien lever la main avec votre choix, lors des votes, afin d'avoir un comptage précis.

Selon la décision du Bureau du Conseil général du 17 novembre 2020, la séance ne sera pas ouverte au public en raison de la crise sanitaire actuelle. Vous avez aussi reçu une notice d'explications concernant les mesures sanitaires à respecter avant, pendant et après la séance du Conseil général. Le port du masque est obligatoire tout le long de la séance, y compris lors des interventions. Je vous rappelle également les éléments qui étaient aux points 5.2, 5.3, 5.4 et 5.5 :

- *Selon la décision du Bureau du Conseil général du 17 novembre 2020, la séance ne sera pas ouverte au public en raison de la crise sanitaire actuelle. Les participants sont priés de quitter les lieux en cas de toux ou de rhume.*
- *Les conseillers généraux qui font partie des personnes vulnérables devront observer strictement les règles d'hygiène et de conduite de l'OFSP. Ils peuvent renoncer à assister à la séance.*
- *Les mesures précitées sont uniquement préventives, aucune disposition ne permettant de prendre des mesures coercitives.*

Je vous remercie de les respecter et de garder le masque tout le long de la séance, y compris pour les interventions.

Chaque groupe est représenté par 1 personne qui a été placée au 1er rang afin qu'un seul microphone soit utilisé. Deux microphones volants sont à disposition pour les interventions personnelles ou autres. Toutefois, je vous prie de patienter que le microphone vous soit donné afin de décliner votre identité et de faciliter la rédaction du procès-verbal. Notre huissier devra également désinfecter les microphones volants à chaque utilisation.

Pour conclure, je prie les Conseillers généraux qui souhaiteraient déposer une résolution d'en remettre le texte au Bureau pour distribution aux membres. Concernant le dépôt de propositions ou de postulats, je vous rappelle que le formulaire doit être remis au secrétaire avant ou durant la séance.

Je cède maintenant la parole à Mme Diana Santos qui va procéder à l'appel nominal. »

APPEL

Mme Diana Santos procède à l'appel nominal.

Présents : 28 membres
Excusés : 2 membres
Absent : 0 membre
Majorité absolue : 15 membres

Les personnes excusées, ce soir, sont Mme Antoinette Bosson ainsi que M. Etienne Huyghe.

Mme la Présidente constate que le quorum au sens de l'art. 44 LCo est atteint et que la séance, valablement convoquée, est apte à délibérer et à prendre des décisions.

ORDRE DU JOUR

Mme la Présidente présente l'ordre du jour en ces termes :

« *La convocation de la séance a été publiée le 27 novembre 2020 dans la Feuille Officielle du Canton de Fribourg avec l'ordre du jour que vous avez reçu par courrier du 26 novembre dernier. Il a été préparé par le Bureau du Conseil général avec une délégation du Conseil communal lors de sa séance du 17 novembre 2020. En plus de la Feuille Officielle du Canton de Fribourg, l'ordre du jour a été publié sur le site internet de la commune et affiché au pilier public.*

L'ordre du jour que vous avez reçu est affiché à l'écran et ne sera donc pas lu. »

ORDRE DU JOUR

1. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 16 juin 2020 – approbation
2. Plan financier 2022-2026 – présentation
3. Budget 2021
   - 3.1. Budget des investissements – présentation
     - 3.1.1. Achat d'ordinateurs pour les élèves des écoles de Riaz – crédit d'engagement – approbation
     - 3.1.2. Réfection de la conduite d'eau potable à la route de Corbières – crédit d'engagement – approbation
     - 3.1.3. Déviation du collecteur Champy au chemin de l'Ondine – crédit complémentaire – approbation
     - 3.1.4. Investigation du site pollué à la route des Epessous, selon rapport 18HS18 d'Hydrosol – crédit d'engagement – approbation
     - 3.1.5. Achat et transformation du bâtiment de la Raiffeisen – crédit d'engagement – approbation
     - 3.1.6. Transformation de la buvette du Chalet Neuf – crédit d'engagement – approbation
     - 3.1.7. Achat du bâtiment de la route des Monts 6 – crédit d'engagement – approbation
   - 3.2. Budget de fonctionnement – présentation
   - 3.3. Budget de fonctionnement et des investissements – vote final
4. Organe de révision – désignation
5. Révision totale des statuts de l'Association intercommunale « Sport en Gruyère » – approbation
6. Projet de valorisation de la traversée de localité (VALTRALOC) – présentation et réponse aux dernières questions
7. Postulat de Mme Anne Favre-Morand et M. Georges Oberson « Concept de circulation » – détermination du Conseil communal
8. Postulat de Mme Florence Pasquier et M. Christophe Bieri « Sécurité des piétons aux abords du giratoire de la Poste » – détermination du Conseil communal
9. Postulat de MM. Frédéric Blanc, Christophe Bieri et Samuel Favre « Des solutions pour les déchets sur la voie publique » – détermination du Conseil communal
10. Postulat de M. Sébastien Andrey « Maintien du chemin des écoliers Comba-Monts 14 » – détermination du Conseil communal
11. Rapport sur l'activité des commissions
12. Divers

L'ordre du jour tel que proposé n'appelant pas de question ou de remarque d'ordre formel, il est soumis au vote.

VOTE

Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, l'ordre du jour tel que proposé.

Mme la Présidente constate que l'ordre du jour est accepté et que l'assemblée peut délibérer valablement et librement sur l'ensemble des points arrêtés.

1 PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 JUIN 2020

Mme la Présidente remercie Mme Diana Santos pour la rédaction du procès-verbal et demande si ce dernier amène des questions ou des remarques d'ordre formel.

La parole n'étant pas demandée, Mme la Présidente soumet cet objet au vote.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, le procès-verbal de la séance du Conseil général du 16 juin 2020.

Mme la Présidente constate que le procès-verbal de la séance du 16 juin 2020 est accepté avec remerciements à son auteur.

2 PLAN FINANCIER 2022-2026

Mme la Présidente indique que la loi sur les communes, par son article 86 d, stipule que la commune établit son plan financier sur cinq ans. Le plan est mis à jour régulièrement et selon les besoins, mais au moins une fois par année. Le plan financier est adopté par le Conseil communal, sur le préavis de la commission financière. Le plan financier et ses mises à jour sont transmis à la commission financière et au Conseil général. L'article 43c du règlement d'exécution de la loi sur les communes fixe son contenu.

Elle passe la parole à Mme Catherine Beaud, conseillère communale, responsable des finances pour un bref commentaire sur ce sujet très technique.

Mme Catherine Beaud intervient en ces termes : *« La planification financière nous permet de nous projeter ainsi que d'anticiper les nouvelles tendances qui se dessinent afin de les corriger. En prenant en compte le programme de nos investissements et l'évolution de notre population, nous pouvons ainsi évaluer nos futurs besoins en liquidités. On est forcé de constater que les communes ne disposent d'aucun moyen pour projeter l'évolution des charges liées cantonales. C'est d'ailleurs presque identique pour les associations intercommunales.*

Lors de la présentation du plan financier en décembre 2019, nous avions prévu, pour le budget 2021, avec un taux de 73%, un excédent de charges de CHF 901'003.00. En réalité, vous le verrez tout à l'heure, l'excédent de charges approche les CHF 358'200.00. Le total des charges présumé en 2019 pour 2021 a été influencé par l'augmentation de la charge de travail due au développement démographique, la prudence au niveau des impôts à cause de la réforme fiscale, les transferts de charges du canton, la nouvelle école primaire et les mandats prévus pour répondre aux exigences légales cantonales et nationales. Heureusement, la progression de 3.5% des impôts réguliers basée sur la cote cantonale 2018 annoncée par le Service cantonal des contributions, ainsi que les amortissements supplémentaires en 2019 nous ont permis de réduire ces charges projetées. De plus, certains investissements prévus d'être terminés en 2021 ne l'ont finalement pas été, ce qui a évité certaines charges.

Nous constatons tout de même que le déficit de 3.05% par rapport au total des charges se rapproche bien de la fameuse limite autorisée des 5%. A partir de 2021 avec le nouveau règlement des finances communales, nous ne parlerons plus de la limite des 5%. En effet, l'article 20 de la LFCo prévoit un budget équilibré. Par conséquent, un excédent de charges ne sera admis que si le capital propre non affecté permet

de l'absorber. De ce fait, nous ne ferons plus la comparaison du résultat par rapport au total des charges mais par rapport à la fortune nette de la Commune qui figurera au bilan.

Lors de la mise en place de MCH2, nous profiterons également de modifier la présentation de la planification financière. A ce jour, nous utilisons un document de base qui est plutôt ancien et complexe, nous essaierons de vous présenter quelque chose de plus concret.

Toutefois, pour revenir à la planification financière, dès 2022, la situation financière risque de se dégrader avec un déficit qui va dès lors dépasser les CHF 900'000.00. Cette dégradation, principalement due à l'augmentation des charges financières liées aux investissements, se fera en deux temps. Le premier saut se constatera en 2022, avec la fin des travaux d'extension du bâtiment scolaire E. Le deuxième suivra dans les années suivantes, avec cette fois la fin prévue des travaux en lien avec ValTraLoc.

Une fois que l'école primaire sera terminée et que ValTraLoc verra le jour, les gros investissements seront bouclés. »

Mme la Présidente remercie Mme Beaud pour son intervention et passe la parole à Mme Florence Pasquier, présidente de la commission financière pour la lecture de son rapport.

RAPPORT DE LA COMMISSION FINANCIÈRE
« La commission financière a examiné le plan financier pour la période 2022 à 2026 qui lui a été remis par le Conseil communal et dont une présentation vient d'être faite.

Les projections de différents comptes ont été réalisées sur la base de ceux du budget 2021 qui sera présenté au Conseil général. Nous pouvons une nouvelle fois relever une hausse des charges liées et notamment de celles liées aux écoles et aux transports régionaux entraînant dès 2022 un déficit important, ceci malgré une hausse des produits d'impôts.

Les principaux projets engageant notre Commune dans les années à venir sont connus dans les grandes lignes. La majorité d'entre eux s'avère nécessaire et de ce fait incontournable eu égard aux engagements pris et pour pérenniser les infrastructures.

Nous relevons cependant qu'une planification financière reste un exercice difficile et que de nombreux éléments (décisions cantonales, fédérales, voire intercommunales, etc.) peuvent influencer considérablement les finances de notre Commune.

Nous tenons à remercier Madame Beaud, responsable des finances, Madame Huruglica, caissière, Monsieur Schwab, syndic ainsi que Madame Santos, assistante administrative, qui ont travaillé et préparé ensemble ce plan financier.

En conclusion, la commission financière préavise favorablement le plan financier 2022-2026 présenté par le Conseil communal. »

Mme la Présidente remercie Mme Pasquier pour la lecture du rapport et demande si un groupe souhaite prendre la parole sur la présentation du plan financier.

Mme Anne Favre-Morand intervient en ces termes :
« J'ai une petite question. Quelles sont les mesures envisagées pour modérer l'excédent de charges et rester sous les 5% ? ».

Mme Catherine Beaud répond :

« A partir de 2022, cette limite de 5% va disparaître. Le capital et la fortune propre de la Commune devra pouvoir absorber les éventuels déficits budgétaires. Certaines réserves qui figurent au bilan vont passer dans la fortune de la commune. De plus, certains immeubles vont subir une nouvelle réévaluation. Par conséquent, d'autres mesures ne sont pas forcément nécessaires. »

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente passe au point suivant de l'ordre du jour.

3 BUDGET 2021

3.1. BUDGET DES INVESTISSEMENTS – PRÉSENTATION

Mme la Présidente s'exprime en ces mots : « *L'entrée en matière pour le budget est acquise, conformément à l'article 85 du règlement du Conseil général. L'article 87 de la loi sur les communes et les articles 44 à 49 de son règlement d'exécution fixent les principes et la procédure d'approbation.*

Nous allons examiner dans un premier temps les postes en lien avec chaque investissement qui sera voté individuellement. Ensuite, nous allons examiner chapitre par chapitre le budget de fonctionnement. Le Conseil général se prononcera enfin sur l'ensemble du budget 2021

Pour les demandes de crédits liées aux investissements, vous avez toutes et tous reçu un rapport par objet. Je précise qu'un vote interviendra après chaque point figurant à l'ordre du jour. Pour l'instant, je passe la parole à Mme Catherine Beaud pour un commentaire général sur les investissements prévus en 2021. »

Mme Catherine Beaud intervient en ces termes :
« Le total brut des investissements apparaissant au budget 2021 s'élève à CHF 9'683'000.00.

Ce chiffre englobe les nouveaux projets pour la somme totale de CHF 2'000'000.00. Les crédits reportés représentent un montant de CHF 7'683'000.00. Tous les investissements en cours font l'objet d'un suivi budgétaire strict et dans le respect des règles, notamment d'offres comparatives. Le Conseil communal demande aux collaborateurs de notre administration de préparer des rapports de contrôle des offres. »

Mme la Présidente remercie Mme Beaud et passe au premier investissement.

3.1.1. ACHAT D'ORDINATEURS POUR LES ÉLÈVES DES ÉCOLES DE RIAZ – CRÉDIT D'ENGAGEMENT – APPROBATION

Mme la Présidente indique que les membres du Conseil général ont reçu le message du Conseil communal relatif à ce point de l'ordre du jour. Elle passe la parole à M. Daniel Blanc, conseiller communal en charge des écoles, pour un éclairage supplémentaire sur ce dossier.

Au nom du Conseil communal, M. Daniel Blanc intervient en ces termes :
« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
Annoncé de longue date, le remplacement de ces ordinateurs permettra d'assurer l'enseignement conformément aux prescriptions de FriTic. Les anciens ordinateurs sont âgés de 5 à 7 ans en moyenne alors que le cycle de remplacement conseillé est de 4 ans. Cette position se compose des ordinateurs portables pour les élèves, des malles de transport, des licences logicielles et de l'installation de base par un prestataire externe.

Financement

Emprunt bancaire ou autre	*CHF*	*125'000.00*

Crédit annuel

Intérêt 2 %	*CHF*	*2'500.00*
Amortissement 25% (taux MCH2)	*CHF*	*31'250.00*
	CHF	*33'750.00 »*

Mme la Présidente remercie M. Blanc pour ses explications et cède la parole à Mme Florence Pasquier pour la lecture du rapport de la commission financière.

Au nom de la commission financière, Mme Florence Pasquier intervient en ces termes :
« Il est indéniable que les élèves bénéficient de bonnes conditions-cadres pour leur formation.

La commission financière préavise favorablement le crédit demandé et le financement proposé, en espérant que le Conseil Communal fasse le maximum pour bénéficier d'économies d'échelles puisqu'il s'agit de l'achat de 85 nouveaux ordinateurs et que la dépense soit inférieure à celle annoncée. »

Mme la Présidente remercie Mme Pasquier et ouvre la discussion sur ce crédit d'engagement pour l'achat d'ordinateurs aux élèves des écoles de Riaz.

Au nom du groupe PS et Indépendants, Mme Anne Favre-Morand intervient en ces termes :
« Nous aurions aimé plus d'exactitude dans l'explicatif car ce dernier contient quelques erreurs selon les conseils de FriTic.

L'école fribourgeoise est rentrée avec conviction dans l'ère informatique et je trouve important de le mettre au premier plan de l'explication de cet investissement. En effet, les élèves de 7-8h bénéficieront d'une heure d'informatique-robotique dès la rentrée 2022. Les enfants du 2ème cycle sont d'ailleurs en train de recevoir leur compte office et l'enseignement numérique est déjà accentué. Les objectifs seront évalués et figureront dans le bulletin scolaire des enfants. »

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente annonce le vote.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, le crédit d'engagement pour l'achat d'ordinateurs aux élèves des écoles de Riaz selon la proposition du Conseil communal.

3.1.2. RÉFECTION DE LA CONDUITE D'EAU POTABLE À LA ROUTE DE CORBIÈRES – CRÉDIT D'ENGAGEMENT – APPROBATION

M. Claude Jelk prend la parole pour un complément sur cet investissement.

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
Gruyère Energie a pour projet de prolonger l'installation du chauffage à distance sur la route de Corbières en 2021.Ces derniers nous ont proposés de profiter de leur fouille pour remplacer la conduite d'eau existante par une nouvelle conduite en PE (polyéthylène). Nous avons saisi l'occasion et accepté de faire ces travaux qui allaient devoir être faits dans un avenir proche. »

Financement

Emprunt bancaire ou autre	*CHF*	*140'000.00*

Crédit annuel

Intérêt 2%	*CHF*	*2'800.00*
Amortissement 1.25% (taux MCH2)	*CHF*	*1'750.00*

CHF 4'550.00 »

Mme la Présidente remercie M. Jelk pour ses explications et passe la parole à M. Florence Pasquier pour la lecture du rapport de la commission financière.

Au nom de la commission financière, Mme Florence Pasquier intervient en ces termes :
« Nous regrettons de ne pas pouvoir attendre sur l'éventuelle mise en place du concept « ValTraLoc » pour effectuer ces travaux car cela éviterait de devoir ouvrir à plusieurs reprises la chaussée.

La commission financière préavise toutefois favorablement le crédit demandé et le financement proposé. »

Au nom du groupe UDC, M. Francis Dupré intervient en ces termes :
« Le groupe UDC a prêté une attention particulière au projet de remplacement de la conduite d'eau potable à la route de Corbières. La collaboration avec GESA serait effectivement un avantage afin de profiter de la fouille.

Néanmoins, nous mettons une réserve sur cette décision car nous ne savons pas si les conduites pour l'épuration, séparatif des eaux claires et usées, sont déjà aux normes pour les bâtiments sur le tronçon concerné et si les conduites passent sous cette route. Il serait regrettable d'ouvrir deux fois le même secteur.

Si cela devait être le cas, nous demandons de reporter ce projet à une assemblée ultérieure afin qu'une étude complète puisse être réalisée. Dans le cas contraire, nous approuvons naturellement ce crédit. »

Mme la Présidente passe la parole à M. Claude Jelk pour une réponse.

M. Claude Jelk indique que toutes les installations sont de l'autre côté de la chaussée et qu'il y aura, par conséquent, aucune modification de ces installations.

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente clôt la discussion sur ce point et annonce le vote.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, le crédit d'engagement pour la réfection de la conduite d'eau potable à la route de Corbières.

3.1.3. DÉVIATION DU COLLECTEUR CHAMPY AU CHEMIN DE L'ONDINE – CRÉDIT COMPLÉMENTAIRE – APPROBATION

Mme la Présidente passe la parole à M. Claude Jelk pour un éclairage supplémentaire sur ce dossier

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Les travaux de séparatifs entrepris dans tout le secteur de Champy et de Champ-Bosson ont supprimé la présence d'eaux usées dans la canalisation existante se déversant dans le collecteur intercommunal de l'AIS, désigné le « bahut ». De ce fait, seules les eaux pluviales et de drainage (eaux permanentes) s'y écoulent à ce jour. Le problème est qu'en temps normal, les eaux permanentes se déversent toujours dans le « bahut » avec les eaux mélangées en provenance de Bulle. Pour y remédier, il nous incombe de réaliser un déversoir afin de permettre aux eaux permanentes d'être directement rejetées dans l'Ondine. Ces travaux vont également dans les sens des efforts consentis par les propriétaires des quartiers réalisés dans les années 80 pour séparer leurs eaux. Pour ce faire, un crédit de CHF 80'000.00 a été voté et accepté lors du Conseil général du 5 décembre 2017. Suite à plusieurs séances avec l'ingénieur et l'AIS, des mesures techniques complémentaires sont nécessaires (pose de collecteurs supplémentaires avant chaque

raccordement sur leur réseau de l'AIS, modification des raccordements de 2 propriétaires, etc.). A ce jour et selon les calculs de l'ingénieur, le montant est insuffisant. Sur la base des travaux effectifs à réaliser, nous demandons un crédit complémentaire du CHF 40'000.00 pour ces travaux.

Financement

Emprunt bancaire ou autre	*CHF*	*40'000.00*
Crédit annuel		
Intérêt 2%	*CHF*	*800.00*
Amortissement 1.25% (taux MCH2)	*CHF*	*500.00*
	CHF	*1'300.00 »*

Mme la Présidente passe la parole à Mme Florence Pasquier, présidente de la commission financière pour la lecture de son rapport.

Au nom de la commission financière, Mme Florence Pasquier intervient en ces termes :

« Pas de commentaire particulier sur cet investissement. La commission financière préavise favorablement le crédit demandé et le financement proposé. »

La parole n'étant pas demandée, Mme la Présidente annonce le vote.

VOTE

Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, le crédit complémentaire pour la déviation du collecteur Champy au chemin de l'Ondine.

3.1.4. INVESTIGATION DU SITE POLLUÉ À LA ROUTE DES EPESSOUS, SELON RAPPORT 18HS18 D'HYDROSOL – CRÉDIT D'ENGAGEMENT – APPROBATION

Mme la Présidente passe la parole à M. Claude Jelk pour des informations complémentaires sur ce dossier.

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
A la demande du Service de l'environnement, la Commune est contrainte de réaliser des investigations techniques sur le site pollué des Epessous. La Commune a reçu une offre d'HydroSol pour ces investigations. Un délai a été fixé au premier trimestre 2020. Faute de crédit en 2020, la Commune a contacté le Service de l'environnement pour repousser les travaux en 2021. Dès lors, il est nécessaire que ces travaux commencent au plus vite.

Dans ce montant, figurent les différentes étapes d'installation, de prélèvement et d'analyse des eaux souterraines.

Financement

Emprunt bancaire ou autre	*CHF*	*35'000.00*
Crédit annuel		
Intérêt 2%	*CHF*	*700.00*
Amortissement 20% (taux MCH2)	*CHF*	*7'000.00*
	CHF	*7'700.00 »*

Mme la Présidente remercie M. Jelk pour ses explications et passe la parole à Mme Florence Pasquier pour la lecture de son rapport.

Au nom de la commission financière, Mme Florence Pasquier intervient en ces termes :

« Il s'agit d'un crédit d'investigation qui ne peut pas être repoussé dans le temps car il aurait déjà dû être fait en 2020. La commission financière préavise favorablement le crédit demandé et le financement proposé. »

La parole n'étant pas demandée, Mme la Présidente annonce le vote.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, le crédit d'engagement pour l'investigation du site pollué à la route des Epessous, selon le rapport 18HS18 d'Hydrosol.

3.1.5. ACHAT ET TRANSFORMATION DU BÂTIMENT DE LA RAIFFEISEN – CRÉDIT D'ENGAGEMENT – APPROBATION

Pour des raisons de conflits d'intérêts, Mmes Amélie Gapany et Sophie Moura se récusent et quittent la salle.

M. Frédéric Blanc reprend ce point de l'ordre du jour et passe la parole à M. Wolfram Schuwey pour des explications quant à ce dossier.

« Monsieur le Vice-Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
Pour donner suite au déménagement imminent de la Raiffeisen dans les nouveaux locaux de la Bourgeoisie, le Conseil communal s'est entretenu avec une délégation du Conseil d'administration de la Raiffeisen afin de connaître le sort qui était réservé à ce bâtiment. Prévu à la vente, ce bâtiment pourrait faire l'objet d'une construction qui pourrait défigurer le centre du village. Les projections ont été présentées à la commission d'aménagement qui nous a demandé d'éviter ce type d'écueil. Au surplus, l'administration est actuellement à l'étroit dans les locaux de la rue de la Gruyère 60. Les recommandations de l'Autorité de la transparence et de la protection des données nous demandent de déménager les serveurs informatiques dans des locaux sécurisés. Après étude avec notre architecte communale, il appert que l'achat du bâtiment de la Raiffeisen permet de résoudre l'ensemble des problématiques énoncées et de régler des questions d'emprises dans le cadre du projet ValTraLoc. Le solde des locaux sera mis en location ce qui représentera un gain intéressant pour la Commune. Le montant présenté comprend l'achat et les rénovations nécessaires.

Financement		
Emprunt bancaire ou autre	*CHF*	*950'000.00*
Crédit annuel		
Intérêt 2%	*CHF*	*19'000.00*
Amortissement 3% (taux MCH2)	*CHF*	*28'500.00*
	CHF	*47'500.00 »*

M. le Vice-Président remercie M. Schuwey et passe la parole à Mme Florence Pasquier pour la lecture du rapport de la commission financière.

Au nom de la commission financière, Mme Florence Pasquier intervient en ces termes :
« Cette acquisition s'inscrit pleinement dans le concept de valorisation et préservation du centre de village, ainsi que de la mise en sécurité du système informatique de la Commune. Le prix d'acquisition et les coûts de rénovations sont dans les normes.

La commission financière préavise favorablement le crédit demandé et le financement proposé. »

M. le Vice-Président remercie Mme Pasquier et ouvre la discussion sur ce point.

Au nom du groupe UDC, M. Francis Dupré intervient en ces termes :

« Le groupe UDC est favorable à l'achat de cet immeuble pour les besoins communaux, mais il n'accepte pas de donner un chèque en blanc pour les rénovations évaluées à CHF 295'000.00. Cela paraît beaucoup, sans projet précis et sans savoir qui viendra dans ces locaux. Durant 2021, le Conseil communal aura le temps d'étudier plus précisément quelles transformations pour quel prix. Les travaux seront réalisés probablement qu'en 2022. C'est pourquoi, le groupe UDC émet une contre-proposition à CHF 655'000.00 pour l'achat de l'immeuble de la Raiffeisen et demande au Conseil communal de présenter une demande de crédit pour les frais de transformations lorsqu'un projet précis aura été étudié. Nous conseillons donc à nos collègues du Conseil général de refuser la proposition du Conseil communal à CHF 950'000.00 et ensuite d'accepter la contre-proposition pour l'achat de l'immeuble pour CHF 655'000.00. »

Au nom du groupe PDC, M. Dominique Magli intervient en ces termes :

« Le PDC est en accord avec la commune d'acquérir ce bâtiment. Le PDC demande s'il serait possible de faire des locaux pour les sociétés. Celles-ci sont régulièrement en manque de place pour leurs répétitions. »

Au nom du groupe PS et Indépendants, Mme Anne Favre-Morand intervient en ces termes :

« Nous saluons votre initiative et nous nous réjouissons de cette opportunité. Nous serions cependant intéressés par plus de détails. A quoi correspondent par exemple le montant de CHF 295'000.00 liés aux rénovations ? De plus, avez-vous déjà une projection concernant les locations possibles ? »

A la suite de l'intervention du groupe PS et Indépendants, le groupe UDC retire sa contre-proposition.

La parole n'étant plus demandée, M. le Vice-Président annonce le vote.

VOTE
Le Conseil général accepte par 21 oui, 3 non et 2 abstentions, le crédit d'engagement pour l'achat et la transformation du bâtiment de la Raiffeisen.

Mmes Amélie Gapany et Sophie Moura rejoignent la séance.

3.1.6. TRANSFORMATION DE LA BUVETTE DU CHALET NEUF – CRÉDIT D'ENGAGEMENT – APPROBATION

En raison de conflits d'intérêts, Mme la Présidente prie M. Christophe Bieri de se récuser et de quitter la salle pour ce point.

Elle passe la parole à Mme Catherine Beaud pour un éclairage concernant ce dossier.

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
Sur demande de la Préfecture, une mise en conformité du Chalet-Neuf est impérative pour l'année prochaine. La commune se doit également de réaliser des transformations pour répondre aux normes de protection incendie, de salubrité et d'accessibilité pour les personnes handicapées.

Dans ces frais, il est prévu le dossier de mise à l'enquête, le remplacement de la chaudière, la création d'un local sanitaire et d'un WC handicapé ainsi que des rénovations intérieures.

Financement

Emprunt bancaire ou autre	*CHF*	*60'000.00*
Crédit annuel		
Intérêt 2%	*CHF*	*1'200.00*
Amortissement 3% (taux MCH2)	*CHF*	*1'800.00*
	CHF	*3'000.00 »*

Mme la Présidente remercie Mme Beaud et passe la parole à Mme Florence Pasquier pour la lecture du rapport de la commission financière.

Au nom de la commission financière, Mme Florence Pasquier intervient en ces termes :

« Cet investissement n'apporte pas de commentaire particulier. La commission financière préavise favorablement le crédit demandé et le financement proposé. »

La parole n'étant pas demandée, Mme la Présidente annonce le vote.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 27 voix, le crédit d'engagement pour la transformation de la buvette du Chalet Neuf.

M. Christophe Bieri réintègre la séance.

3.1.7. ACHAT DU BÂTIMENT DE LA ROUTE DES MONTS 6 – CRÉDIT D'ENGAGEMENT – APPROBATION

Mme la Présidente passe la parole à M. Wolfram Schuwey pour un complément d'informations sur cet investissement.

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
L'achat de ce bâtiment permettra de mettre en œuvre les mesures définies dans le MEP Aigle-Noir afin de finaliser un chemin de mobilité douce entre le village et le complexe scolaire jusqu'au CO. Dans le même temps, cela permettra de sécuriser le chemin des écoliers et d'éviter qu'un projet immobilier mettant en péril leur sécurité ne puisse voir le jour. »

Financement

Emprunt bancaire ou autre	*CHF*	*650'000.00*
Crédit annuel		
Intérêt 2%	*CHF*	*13'000.00*
Amortissement 3% (taux MCH2)	*CHF*	*19'500.00*
	CHF	*32'500.00 »*

Mme la Présidente remercie M. Schuwey pour ses explications et passe la parole à Mme Florence Pasquier pour la lecture du rapport de la commission financière.

Au nom de la commission financière, Mme Florence Pasquier intervient en ces termes :

« Dans le même esprit que pour l'acquisition du bâtiment de la Raiffeisen, cette acquisition permet d'une part de préserver le centre du village et d'autre part de sécuriser les abords de l'école. La commission financière préavise favorablement le crédit demandé et le financement proposé. »

M. la Présidente remercie Mme Pasquier et ouvre la discussion.

Au nom du groupe PLR, M. Julien Tercier intervient en ces termes :

« Le groupe PLR s'est penché sur l'objet en question. Nous trouvons la démarche censée et la soutenons. Nous attachons beaucoup d'importance à une utilisation intelligente et totalement intégrée dans cette zone et nous voulons cela sur le long terme, cela nous tient à coeur. Ainsi nous préavisons favorablement cet objet. »

Au nom du groupe PS et Indépendants, Mme Anne Favre-Morand intervient en ces termes :

« Nous approuvons cet achat et pensons que vous allez dans la bonne direction. En effet, comme souvent demandé et évoqué, il faut que la commune entretienne une politique active d'achat. De plus, la localisation permettra de renforcer ce centre du village comme souhaité. Nous nous réjouissons aussi de l'idée de réserver une partie aux écoliers. »

La parole n'étant plus demandé, Mme la Présidente annonce le vote.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, le crédit d'engagement pour l'achat du bâtiment de la route des Monts 6.

Mme la Présidente passe la parole aux membres du Conseil communal pour la présentation des crédits reportés. Ceux-ci concernent des investissements déjà votés qui sont encore à réaliser, ou qui ne sont pas encore terminés.

« 02.506.0 MCH2: ERP COMMUNAL (CG 10.12.19 CHF 142'000.00) CHF 142'000.00
Suite à la situation de crise que nous avons vécue cette année, la mise en place de MCH2 a été repoussée à 2021 pour une entrée en vigueur en 2022. De ce fait, les frais liés à cette mise en place sont reportés à l'année prochaine.

29.503.1 BATIMENT ROUTE DES MONTS 4 (CG 10.12.19 CHF 9'778'700.00) CHF 2'000'000.00
La première partie des travaux étant terminée, les pavillons ont été déménagés et l'école a repris dans le nouveau bâtiment le 23 novembre 2020. Le crédit reporté comporte le solde des factures pour la première partie ainsi que les prochains travaux du bâtiment E.

29.506.0 17 TABLEAUX 7 FACES MONTS 4+14 (CG 10.12.19 CHF 154'000.00) CHF 30'000.00
L'installation des tableaux a eu lieu en bonne et due forme entre l'été et l'automne 2020, les dernières factures arriveront dans le courant 2021.

33.501.1 CREDIT D'ETUDE SENTIER DE L'ONDINE (CG 5.12.17 CHF10'000.00) CHF 10'000.00
En raison du traitement d'autres dossiers prioritaires relevant de l'aménagement du territoire, ce crédit doit être reporté au prochain exercice.

62.501.1 RÉFECTION ROUTE DES COLLONGES (CG 4.12.18 CHF 120'000.00) CHF 120'000.00

Les travaux ont été reportés pour 2021.

62.501.1 MISE À NEUF REVÊTEMENT DU PONT SUR L'AUTOROUTE À LA RTE DES MONTS (CG 4.12.18 CHF 40'000.00) *CHF 40'000.00*

Nous sommes tributaires de la planification de l'OFROU.

62.501.112 ZONES 30 KM/H SECTEUR SALETTA (CG 4.12.18 CHF 80'000.00) *CHF 79'000.00*

Les travaux pour la zone 30 secteur Joulin ont été effectués en automne 2020 et seront suivis des travaux au secteur Saletta.

62.501.4 VALTRALOC (Assemblée communale 2010 CHF 3'650'000.00) *CHF 1'561'000.00*

Ce dossier est en cours de traitement.

62.501.9 TROTTOIR RUE DE L'HÔPITAL (CG 4.12.18 CHF 90'000.00) *CHF 87'000.00*

Les travaux pour cet investissement ont commencé au mois de septembre 2020. Ils se termineront dans le courant 2021.

70.501.1 SÉCURITÉ ET RENOUVEL. DU RÉSEAU (Assemblée communale 12.2015 CHF 280'000.00) *CHF 200'000.00*

Il s'agit d'un crédit reporté pour le remplacement de tronçons de la conduite principale d'eau potable en lien avec les aménagements Valtraloc.

71.501.2 COLLECTEUR SÉPARATIF, CENTRE VILLAGE (CG 5.12.17 CHF 50'000.00) *CHF 50'000.00*

Ce dossier est toujours en cours.

71.501.2 COLLECTEUR SÉPARATIF – DÉVIATION CHAMPY – L'ONDINE (CG 5.12.17 CHF 80'000.00) *CHF 120'000.00*

Ce dossier est toujours en cours.

71.501.2 COLLECTEUR SÉPARATIF – RIETTA-MAXIME CLERC-SIONGE (CG 4.12.18 CHF 450'000.00) *CHF 450'000.00*

Ce dossier est toujours en cours.

72.501.0 PLACE COLLECTE RTE DES MONTS, CARREFOUR MICHEL CORPATAUX (Assemblée communale 12.2015 CHF 30'000.00) *CHF 29'000.00*

Cet aménagement n'a pas encore pu être effectué en raison du changement de zone de la parcelle concernée.

72.501.0 2 MOLOKS RUE DE LA PERRAUSA (CG 10.12.19 CHF 20'000.00) *CHF 20'000.00*

Ce dossier est toujours en cours.

75.501.2 RUISSEAU DE L'ETREY TRAVAUX (CG 10.12.19 CHF 210'000.00) CHF 210'000.00
Ce dossier est toujours en cours.

942.501.1 RÉFECTION RUE MICHEL-CORPATAUX, ÉQUIPEMENT ROUTIER ET PARTICIPATION GIRATOIRE (Assemblée communale 2014 CHF 2'585'000.00) CHF 2'585'000.00
Ces travaux démarreront après la procédure en cours. »

3.2. BUDGET DE FONCTIONNEMENT – PRÉSENTATION

Mme la Présidente donne la parole à Mme Catherine Beaud pour un commentaire général.

« Le budget 2021 qui vous est présenté ce soir, basé sur un coefficient d'impôt de 73%, présente un excédent de charges de CHF 358'205.00.

Cependant, nous nous sommes rendus compte une fois que tous les documents vous ont été transmis, qu'il y a eu une erreur d'interprétation des chiffres reçus. En effet, l'association Mobul nous a transmis le tableau complet du budget 2021 avec les frais des investissements inclus, le tout séparé par communes, alors qu'ils ne devaient pas y figurer. Les investissements sont entièrement à la charge de Mobul et auront un impact sur le fonctionnement des Communes une fois réalisés.

De ce fait, le résultat présenté est de CHF 81'600 meilleur. Comme tous les documents vous avaient déjà été transmis, le Service des communes nous a recommandé de vous en informer en début de présentation du budget de fonctionnement, lors du conseil général. Au vote du budget de fonctionnement, vous pourrez accepter le budget sous réserve de cette modification ou décider de laisser ainsi. S'agissant de charges liées, le législatif n'a pas de pouvoir de décision sur cette position.

Les charges courantes de fonctionnement de la commune sont plus ou moins stables par rapport au budget 2020. Ce sont notamment les charges liées au canton et aux associations intercommunales qui composent plus de la moitié du total des charges. L'augmentation de la population contribue évidemment à la hausse des charges, mais ceci d'un autre côté influence positivement le revenu des impôts ordinaires. De plus, les frais financiers en lien avec les investissements des dernières années sont également responsables de la hausse des charges pour l'année 2021.

Comme habituellement, les postes eau potable et eaux usées s'autofinancent par des contributions causales et n'influencent donc pas le ménage communal.

Suite à plusieurs attributions à la réserve de feu ces dernières années, nous avons fait les calculs pour facturer une taxe qui, dans les années à venir, permettra de couvrir les charges du chapitre et de ne plus alimenter la réserve y relative. Dès 2021, la taxe non-pompier sera facturée à hauteur de CHF 100.00 par personne à la place de CHF 130.00.

Finalement le compte « ordures ménagères » est toujours couvert à plus de 80%.

La dette communale s'élevait à CHF 8'449'890.00 à la fin 2019. Les investissements réalisés en 2020 vont approcher les 3'000'000.00 francs. Ils concernent essentiellement les travaux du bâtiment A de l'école primaire, de la lame à neige du véhicule de la voirie, les travaux du syndicat des Angles, mise en séparatif des eaux, et le jardin du souvenir. Grâce aux impôts conjoncturels, la dette ne va pas progresser d'autant. Nous devons continuer à rester extrêmement vigilants et sélectifs avec les investissements des prochaines

années afin de maîtriser l'évolution de la dette. Il appartient au Conseil communal de veiller que le ménage communal puisse s'autofinancer.

APPRÉCIATION GÉNÉRALE

Pour l'instant, revenons au budget 2021. A l'aide de quelques graphiques, je vais vous décrire les points principaux de ce dernier qui dépasse la somme de onze millions de francs en y incluant les imputations internes.

Nous pouvons constater que le produit des impôts est en progression d'environ 9.5% par rapport au budget 2020.

Les revenus structurels sont constitués de tous les impôts communaux et des taxes causales. L'impôt sur le revenu pour 2021 a été adapté selon les projections données par le Service des contributions et selon l'évolution du nombre de nos contribuables. Les chiffres présentés ce soir correspondent aux statistiques reçues du SCC, la progression par rapport à 2020 ayant toutefois été diminuée de moitié.

Les impôts conjoncturels sont totalement aléatoires puisqu'ils englobent les impôts sur les droits de mutation, les prestations en capital et les gains immobiliers. Au vu de la tendance des dernières années et pour être davantage positifs, nous avons estimé des recettes à la hausse pour l'année 2021.

LES PRODUITS

L'augmentation des impôts de plus de CHF 600'000.00 représente la majorité de l'augmentation totale des produits. La péréquation financière qui nous est moins favorable, indique l'augmentation de nos indices synthétique des besoins (ISB) et du potentiel fiscal (IPF).

Ce graphique nous donne très rapidement une bonne synthèse sur la répartition de nos revenus et démontre clairement la faible marge de manœuvre que nous avons à disposition afin d'influencer nos recettes.

LES CHARGES

Les charges de fonctionnement progressent d'environ 6.7%, réparties entre les charges liées et les frais d'exploitation.

Ce tableau illustre l'impact des charges liées sur notre commune. Ces dernières représentent 28% du total de la variation par rapport au budget 2020. L'augmentation des charges du personnel est principalement liée à l'ajout d'un poste d'assistante administrative au sein de l'administration et aux frais liés à la mise en place de MCH2. Les frais concernant les biens, service et marchandises sont à la baisse pour 2021. Les frais financiers ont grimpé à cause des amortissements obligatoires qui surviennent dès 2021.

Les charges de fonctionnement sont constituées à 58% de charges liées, sur lesquelles nous n'avons aucune emprise. Je rappelle aussi que par principe les frais d'exploitation sont calculés sur la base d'un budget zéro. Ceci sous-entend que les dépenses ne sont pas reportées d'années en années, mais elles doivent toutes être justifiées par le conseiller communal responsable.

Pour revenir aux charges liées, nous pouvons constater que les charges liées cantonales continuent leur progression de ces dernières années pour atteindre une augmentation de 22% par rapport à 2016. Nous constatons également que les charges liées intercommunales progressent de manière continue depuis 2016, avec une augmentation de 19% par rapport à cette même année.

Les remarques principales d'ordre général ayant été données, nous allons passer sans transition au budget de fonctionnement 2021. Le cahier du budget et le rapport du budget vous ont été adressés avec la convocation de la séance de ce soir. Ces documents étant bien détaillés, nous n'allons pas entrer dans les

détails ce soir. De brèves informations par rapport aux principales variations sont toutefois reprises sur la présentation que vous voyez à l'écran et nous répondrons aux éventuels questions ou commentaires après la lecture du rapport de la commission financière.

0. ADMINISTRATION

Chapitre 01 Conseil général, Conseil communal

Ce chapitre présente une légère augmentation, notamment dû aux élections qui auront lieu en 2021. Ces dernières engendrent des frais supplémentaires au niveau des fournitures imprimées et des frais de port.

Chapitre 02 Administration générale

L'augmentation de la population, les nombreux dossiers d'envergure, les besoins de l'école primaire qui grandissent et le niveau de qualité requise pour les dossiers, séances préparatoires et activités afférentes au Conseil général sont des exemples de l'augmentation de la charge administrative qui pèse sur notre personnel communal. Ce poste comprend l'engagement d'une assistante administrative qui est devenue incontournable ainsi l'évolution des charges salariales du personnel. Au surplus, avec la mise en place du système de contrôle interne, certaines tâches devront pouvoir faire l'objet d'une suppléance.

1. ORDRE PUBLIC

Chapitre 10 Protection juridique

Ce chapitre concerne notre participation au service des curatelles Bulle, Riaz et Morlon. Les charges sont stables.

Chapitre 13 Police

Nous sommes toujours occupés à la rédaction d'un projet de règlement de stationnement. Un montant de CHF 5'000.00 a été prévu pour la mise en place des futures mesures en 2021.

Chapitre 14 Police du feu

Lors du bouclement des comptes 2019, une attribution importante à la réserve de la police du feu a été effectuée. Suite à l'intervention lors du dernier conseil général, nous avons fait les calculs pour facturer une taxe qui, dans les années à venir, permettra de couvrir les charges du chapitre et de ne plus alimenter la réserve y relative. Dès 2021, la taxe non-pompier sera facturée à hauteur de CHF 100.00 par personne à la place de CHF 130.00.

Chapitre 15 Militaire

Ce chapitre concerne notre participation aux frais d'entretien du stand d'Echarlens, participation fixée à CHF 1.05 par habitant. Pour l'année 2021, la Société de tir doit procéder au remplacement des cibles, respectivement à un investissement total de CHF 82'800.00, dont CHF 55'200.00 à charges des communes concernées. Dans notre cas, nous avons dû mettre au budget la somme de CHF 24'780.00.

Chapitre 16 Protection civile

La participation aux charges du canton est légèrement à la hausse.

2. ENSEIGNEMENT ET FORMATION

Chapitre 20 Ecole enfantine

Le budget 2021, tout comme celui de 2020, est basé sur quatre classes d'école enfantine. Mise à part l'augmentation des charges liées, tous les autres postes sont stables voire même en légère diminution.

Chapitre 21 Cycle scolaire obligatoire

Le budget 2021 est basé sur douze classes d'école primaire.
Suite à l'arrêt fédéral, les frais obligatoires de l'école primaire sont entièrement à la charge de la Commune.
Pour les années scolaires 2018/2019 et 2019/2020, l'Etat a versé des subventions aux communes pour aider à faire la transition. Cette subvention se chiffrait à CHF 75.00 par élève. Dès 2021, nous n'encaisserons plus que les frais des repas et les frais des activités non-obligatoires.
La fréquentation de l'Accueil extrascolaire est toujours en hausse. Cette structure communale est couverte à environ 61% par les parents et les subventions cantonales.
Nous avons eu la bonne surprise d'une baisse concernant l'annuité pour les CO de Bulle, la Tour-de-Trême et Riaz.

Chapitre 22 Ecoles spécialisées
Les charges liées sont à la baisse de 0.86% par rapport au budget 2020.

Chapitre 23 Formation professionnelle
Ce chapitre n'amène aucun commentaire.

Chapitre 29 Administration scolaire
La hausse de ce chapitre s'explique principalement par l'amortissement obligatoire du bâtiment A qui survient dès 2021 et de la location des salles de sport au CO.

3. CULTURE ET LOISIRS

Chapitre 30 Culture
Ce chapitre est en baisse avec les frais du conservatoire qui ont diminué pour l'année 2021.

Chapitre 33 Parcs publics et chemins pédestres
Ce chapitre n'amène aucun commentaire particulier.

Chapitre 34 Sports
Dans ce chapitre, nous retrouvons l'entretien du matériel appartenant à la Commune, la participation aux frais d'entretien de la patinoire de Bulle ainsi qu'aux piscines de Bulle, Broc et Charmey.

Chapitre 35 Bâtiment des sociétés
Divers frais d'entretien pour la mise en conformité aux normes incendies vont avoir lieu en 2021. Selon les projections, les coûts seront à hauteur de CHF 15'000.00

4.SANTE

Presque la totalité des charges des chapitres de la santé et des affaires sociales est constituée de charges liées, le Conseil communal n'a donc pas d'influence sur ceux-ci.

Chapitre 40 Hôpitaux
Ce chapitre n'amène aucun commentaire.

Chapitre 41 Etablissements médicaux sociaux (EMS)
L'ensemble de ce chapitre est composé de charges liées sur lesquelles nous n'avons aucune maîtrise.

Chapitre 44 Soins ambulatoires
Les charges liées de ce chapitre sont en hausse de 5.29% par rapport au budget 2020. Elles concernent les soins à domicile, ainsi que les indemnités forfaitaires, c'est-à-dire les indemnités accordées aux parents et proches aidant conformément à la loi sur l'indemnité forfaitaire entrée en vigueur au 1er janvier 2018.

Chapitre 46 Service médical des écoles

Les frais de ce chapitre sont partiellement refacturés aux parents, à savoir le service dentaire.

Chapitre 47 Contrôle des denrées alimentaires

Ce chapitre n'amène aucun commentaire.

Chapitre 49 Ambulances

Les charges liées de ce chapitre sont à la baisse de 55% par rapport au budget 2020. L'excédent des recettes de l'année précédente et l'augmentation du chiffre d'affaire projeté réduisent considérablement la participation des communes.

5. AFFAIRES SOCIALES

Chapitre 54 Structures d'accueil de la petite enfance

Les subventions des crèches et garderies sont à la baisse. En effet, il s'agit soit d'une baisse de fréquentation des enfants de notre Commune, soit d'une baisse des parents au bénéfice de subventionnement.

Chapitre 55 Assurance invalidité

Ce chapitre concerne notre participation aux institutions spécialisées pour les personnes handicapées. Ces charges liées sont en augmentation de presque 1.95% par rapport au budget 2020.

Chapitre 56 Encouragement à la construction logements

Depuis 2019, nous ne versons plus de subsides pour HLM.

Chapitre 58 Aide sociale

Les charges liées au service social augmenteront d'environ 6.5 % pour l'année 2021. Hormis l'augmentation au RSSG, les charges de ce chapitre sont plus ou moins stables.

6. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Chapitre 62 Routes communales et génie civil

Dans ce chapitre, nous avons mis à jour les positions du traitement du personnel. De plus, nous avons augmenté le budget pour l'achat de l'outillage pour la voirie, celui-ci étant insuffisant à ce jour. Le reste concerne les frais engendrés pour l'entretien de notre village.

Chapitre 64 Chemins de fers fédéraux

Le coût des abonnements n'a pas changé pour 2021 et ce service est toujours autant apprécié de la population.

Chapitre 65 Trafic régional

Les charges liées cantonales sont à la hausse de 12% par rapport au budget 2020.

Suite à la remarque faite en introduction au budget 2021, nous répétons que le chapitre 65 a été faussé par une communication mal interprétée du procès-verbal du comité de Mobul. En effet, les participations aux investissements ne devaient pas être budgétées. De ce fait, ce chapitre est en réalité diminué de CHF 81'600.00. Les charges liées intercommunales sont ainsi à la baisse de 1.3% par rapport à 2020.

7. PROTECTION ET AMENAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT

Chapitre 70 Approvisionnement en eau

Ce chapitre inclut les mandats de la gestion des infrastructures.
L'excédent de charges du chapitre est compensé par un prélèvement à la réserve. Les règlements d'eau potable de Bulle et de Riaz sont basés sur le même modèle. Lors de la mise en consultation de celui de Bulle, M. Prix est intervenu sur certains éléments. Notre démarche a donc été mise en attente jusqu'au retour de la nouvelle mouture. Le règlement pourra être mis en consultation en 2021 ce qui nous permettra d'ajuster le prix de l'eau et ainsi remédier à cette pratique de prélèvement.

Chapitre 71 Protection des eaux

Les amortissements obligatoires, suite des investissements de ces dernières années, ont fait grimper les charges de ce chapitre. L'excès de produits, de 70% plus bas que l'année dernière, est compensé par une attribution à la réserve de CHF 34'100.00.
Le montant de l'annuité pour la construction de la STEP de Vuippens est légèrement à la hausse pour 2021.

Chapitre 72 Ordures ménagères

Les frais de ramassage et le revenu des taxes ont été adaptés à l'augmentation de la population.
Ce dicastère est toujours couvert à 83%. Conformément à la demande du Conseil général, le Conseil communal étudie régulièrement les possibilités d'optimisation de la gestion des déchets.

Chapitre 74 Cimetière

Nous avons budgétisé des frais d'entretien pour le jardin du souvenir ainsi que des frais de remise en état du columbarium, en supplément par rapport à l'année 2020.

Chapitre 75 Correction des eaux

Ce chapitre n'amène aucun commentaire. Il n'y a pas de travaux particuliers prévus pour la voirie.

Chapitre 79 Aménagement du territoire

Ce chapitre comprend principalement les honoraires pour la révision du PAL, les préavis venant de l'Etat ainsi que les contrôles des constructions.

8. ECONOMIE

Chapitre 80 Agriculture

Ce chapitre n'appelle aucun commentaire particulier.

Chapitre 81 Forêts

Les charges de ce chapitre sont à la baisse.

Chapitre 83 Tourisme

Les charges de ce chapitre sont stables, voire même à la baisse pour la position de l'ARG.

9. FINANCES ET IMPÔTS

Chapitre 90 Impôts

Nous avons pris en considération l'augmentation des rentrées fiscales de 3.5% par rapport à la statistique de l'impôt 2018 annoncée par le Service cantonal des contributions et revu à la hausse ce chapitre. Dans cette période incertaine, les recettes doivent être considérées avec prudence.

Chapitre 93 Péréquation financière

La péréquation financière qui nous est moins favorable avec une baisse d'environ 5.3% en comparaison au budget 2020. Cela démontre une amélioration des divers indices.

Chapitre 940 Gérance de la fortune et des dettes

Nous profitons toujours d'une période favorable au niveau des investissements, avec des taux d'intérêt d'emprunt très intéressants correspondant en moyenne à environ 0.60 %.

Les amortissements obligatoires prennent en compte notamment en 2021 l'amortissement du premier bâtiment de la nouvelle école, de la lame à neige du véhicule de la voirie, du jardin du souvenir, des collecteurs d'eaux usées, des réfections d'ouvrages et du reste des investissements réalisés dernièrement.

Chapitre 941 Immeubles du patrimoine financier

Les charges et produits de ce chapitre sont stables, avec une augmentation dans la position « entretien et rénovation » car nous allons changer les serrures du bâtiment de l'administration communale.

Chapitre 942 Terrains et lotissement

Ce dicastère n'appelle pas de commentaire particulier. Nous avons mis à jour certains postes qui n'amènent pas souvent de frais.

Chapitre 943 Immeubles du patrimoine administratif

Il est prévu de faire divers travaux d'entretien et de rénovations dans le bâtiment scolaire aux Monts 14. En effet, nous avons mis au budget des montants pour le remplacement des néons à la salle de gym, du remplacement des rouleaux de protection de sol, de la mise en passe du bâtiment et de diverses réfections.

Chapitre 944 Domaines et pâturages

Les autres charges du chapitre sont stables.

Récapitulation du budget de fonctionnement 2021

Total des charges	*CHF*	*11'764'540.00*
Total des produits	*CHF*	*11'406'335.00*
Excédent de charges	*CHF*	*358'205.00 »*

Mme la Présidente remercie Mme Beaud ainsi que les membres du Conseil général et passe la parole à Mme Florence Pasquier pour la lecture du rapport de la commission financière.

Au nom de la commission financière, Mme Florence Pasquier intervient en ces termes.

« La commission financière a procédé à l'examen des budgets 2021 sur la base des documents suivants :

- *le budget de fonctionnement 2021*
- *le budget des investissements 2021*
- *les commentaires détaillés du budget de fonctionnement 2021*
- *les commentaires détaillés du budget des investissements 2021 et de leur financement*
- *un exemplaire des totaux par nature*
- *une copie du contrôle de l'endettement de la Commune*

Après une présentation par vidéoconférence des différents postes de fonctionnement et d'investissement le 16 novembre 2020 par une délégation du Conseil communal et de l'administration communale, soit :

- *M. Schwab, syndic*
- *Mme Beaud, responsable du dicastère « finances – agriculture - forêts » et vice-syndique*
- *Mme Santos, assistante administrative*
- *Mme Huruglica, caissière,*

la commission financière a procédé à une analyse critique des budgets 2021. Elle remercie les personnes précitées pour leur disponibilité et la clarté de leurs explications.

BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2021

LES CHARGES

Au niveau des charges liées cantonales et intercommunales, elles prennent à nouveau l'ascendant et présentent une augmentation de 3.3% par rapport au budget 2020. Pour 2021, il est prévu une hausse des charges du personnel administratif, notamment due à la mise au concours d'un nouveau poste et à l'adaptation des salaires.

Nous relevons une hausse des charges liées à l'enseignement et à la formation et avons exprimé notre étonnement face aux coûts élevés de location des salles de sport du CO de Riaz. Nous aimerions avoir des explications sur les tarifs pratiqués, à près de CHF 110.00 de l'heure, cela semble exagéré. Quels sont les tarifs pratiqués aux sociétés qui louent des heures chaque semaine ? L'idéal serait que le Conseil communal trouve une alternative à cette location afin que ces coûts soient revus à la baisse.

LES PRODUITS

Le budget de fonctionnement 2021 est favorablement influencé par l'augmentation des rentrées fiscales annoncées par le Service cantonal des contributions (SCC). Nous relevons que le budget des impôts présente une hausse d'environ 9% par rapport au budget 2020 mais qu'il correspond à ce qui a été concrètement perçu en 2019. Nous en profitons pour remercier le Conseil Communal d'avoir tenu compte des remarques de la commission financière sur la (trop) grande prudence qui était souvent de mise les années antérieures.

L'approvisionnement en eau a retenu toute notre attention car un prélèvement à la réserve s'impose alors que celle-ci n'est pas suffisante. Ce poste se devant d'être équilibré à la fin de l'exercice, le budget doit être présenté de cette manière. Ce problème se réglera toutefois une fois le nouveau règlement de l'eau mis en place.

Nous émettons des réserves quant aux produits de location des Monts 14 prévues à CHF 78'500.00 et estimons que le budget 2021 est trop favorable au vu des conditions sanitaires actuelles.

Suite l'annonce d'une erreur dans le compte 65.352.0 Mobul où des charges pour CHF 81'600.00 ont été budgétisés en trop, nous constatons que le résultat final présenterait un excédent de charges (déficit) de CHF 276'605.00, soit 2,35 % des charges, au lieu de CHF 358'205.00, soit 3.04 %. Etant donné qu'il s'agit de charges liées, le législatif n'a aucun pouvoir de décision pour cette dépense, et nous pourrons que nous réjouir d'un résultat meilleur.

La commission financière n'a pas d'autres remarques à formuler quant aux prévisions faites.

Le budget 2021 est cohérent par rapport aux engagements pris antérieurement selon les budgets, comptes et prévisions des dernières années.

En conséquence, la commission financière propose au Conseil Général d'accepter le budget 2021 présentant un excédent de charges (déficit) de CHF 358'205.00, soit 3.04 % des charges. »

Mme la Présidente remercie Mme Pasquier et ouvre la discussion sur ce point.

Au nom du groupe UDC, M. Francis Dupré intervient en ces termes :

« Le groupe UDC a été très surpris de l'augmentation au budget du prix de location des salles de sport au CO de Riaz pour nos écoliers et écolières, sans augmentation de fréquentation par rapport aux 2 dernières années. Nous ne pouvons accepter ce tarif exagéré et un de nos membres en fera une interpellation au point 12, divers, du tractanda. Nous comprenons toutefois que cette dépense doit être prévue au budget et espérons qu'elle sera considérablement réduite. Nous n'avons pas d'autres remarques particulières et approuvons le budget tel que présenté. »

*Au nom du **groupe PDC**, M. Dominique Magli intervient en ces termes :*

« Le PDC relève que le prix des salles de gym du CO est trop élevé. Sur le principe, le PDC accepte ce budget tel que présenté. Le PDC est content de voir que les impôts sur le revenu sont en hausse. »

Mme Florence Pasquier intervient en ces termes :

« Yves Pasquier et moi-même remercions le Conseil communal d'avoir pris en compte notre intervention du 16 juin qui demandait d'adapter la taxe non-pompier en fonction des besoins réels et des réserves. Contrairement au commentaire du Conseil communal nous ne demandons pas de diminuer la réserve créée jusqu'à ce jour, mais d'éviter d'accumuler des réserves supplémentaires qui ne se justifient pas. Ainsi, la taxe a pu être baissée à CHF 100.00 au lieu de CHF 130.00 par personne et par année, sans pour autant toucher à la qualité d'intervention des pompiers que nous remercions au passage pour leur bravoure. »

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente clôt la discussion sur le budget de fonctionnement 2021.

3.3. BUDGETS DE FONCTIONNEMENT ET DES INVESTISSEMENTS – VOTE FINAL

Mme la Présidente passe la parole à Mme Florence Pasquier pour la lecture du rapport de la commission financière.

Au nom de la commission financière, Mme Florence Pasquier intervient en ces termes :

« La commission financière recommande au Conseil Général d'accepter dans son ensemble le budget de fonctionnement ainsi que (tous) les investissements tels qu'approuvés pour le budget 2021. »

Mme la Présidente remercie Mme Pasquier et ses collègues pour leurs rapports et pour leur travail.

M. Samuel Favre intervient en ces mots :

« Permettez-moi une remarque d'ordre général concernant le déroulement et le processus lié au budget notamment au budget d'investissement. La lecture des différents points d'investissement à la virgule près par les conseillers communaux alors que nous avons déjà reçu la même information préalablement n'amène aucune plus-value, voire est infantilisante. Il vaudrait mieux un vrai complément d'informations comme annoncé par la présidente du conseil général ou alors aucune remarque supplémentaire n'est nécessaire si aucune demande n'est faite par les conseillers généraux. Concernant les crédits reportés, rebelote, on nous lit les slides que l'on nous met sous les yeux. Nous pourrions nous épargner des lectures parfois laborieuses et cela permettrait une meilleure dynamique à l'assemblée qui comprend de nombreux points.

Cette remarque ne comprend pas la description du budget de fonctionnement qui contient de nombreuses informations complémentaires et intéressantes présentées par la conseillère communale en charge du dossier des finances en particulier mais également par les autres conseillers. »

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente annonce le vote.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, le budget de fonctionnement et des investissements 2021.

4 ORGANE DE RÉVISION - DÉSIGNATION

Mme la Présidente intervient en ces mots :

« Les comptes communaux sont contrôlés et révisés obligatoirement par un organe fiduciaire. Ainsi, au conseil général du 30 avril 2019, le mandat de révision avait été attribué à BDO SA pour les 3 années suivantes.

Depuis le mois de mai 2020, un membre du Conseil communal a été engagé par cette fiduciaire. Or, selon l'art. 98b LCo, l'organe de révision doit être indépendant du Conseil communal et doit former son appréciation en toute objectivité. Son indépendance ne doit être restreinte ni dans les faits, ni en apparence. Si l'indépendance dans les faits peut être respecté puisque BDO SA n'est pas lié au Conseil communal et que les conseillers n'interviennent pas sur le mandat en question, l'indépendance en apparence pourrait être questionnée en raison de son appartenance et de son rôle au sein du Conseil communal. De ce fait, le 10 août 2020, BDO SA a démissionné avec effet immédiat en tant qu'organe de révision de la Commune de Riaz.

C'est pourquoi un appel d'offres a été adressé à plusieurs fiduciaires de la place et du canton, sur la base d'un cahier des charges. 3 offres ont été parvenues. Après contrôle et examen, le Conseil communal et la commission financière sont en mesure de vous faire une proposition de désignation de l'organe de révision des comptes communaux pour les années 2020 à 2022.

Je passe la parole à Mme Florence Pasquier, présidente de la commission financière. »

Au nom de la commission financière, Mme Florence Pasquier, s'exprime en ces mots :

« Conformément à l'art. 59 al. 1d) du Règlement du Conseil général, la commission financière doit émettre une proposition de désignation de l'organe de révision.

La commission financière a pris acte qu'un appel d'offre a été lancé après que la fiduciaire BDO SA a démissionné en tant qu'organe de révision, car l'indépendance vis-à-vis du Conseil communal n'était plus assurée depuis qu'elle a engagé Mme Catherine Beaud.

En conséquence, le Conseil communal a présenté à la commission financière les offres reçues en retour et sur cette base, celle-ci propose Fiduconsult Bulle SA comme organe de révision des comptes communaux et suit donc la recommandation du Conseil communal. »

Mme la Présidente remercie Mme Pasquier et ouvre la discussion sur ce sujet.

M. Pierre Mauron intervient en ces mots :

« Nous sommes tous d'accord que BDO ne peut plus continuer car c'est le futur employeur de Mme Beaud. Fiduconsult est l'ancien employeur de Mme Beaud. Ce transfert me semble un petit peu dangereux, voire délicat pour Mme Beaud. Ce seront ses anciens collègues qui contrôleront les comptes.

Cette remarque n'a rien de personnel contre Fiduconsult. Je suis tout à fait d'accord que Fiduconsult soit l'organe de révision mais pas cette année mais dans 3 ans. Pourrais-je connaître quelle était l'offre la plus proche ? Si la différence de prix n'est pas grande, je proposerais de prendre la deuxième et conserver Fiduconsult dans nos papiers pour 2024 et les années suivantes.

Il s'agit d'une question de transparence, si un problème devait arriver comme cela s'est produit à Belfaux, je pense que Mme Beaud sera la première à me remercier de ne pas avoir pris Fiduconsult.

Je vous demande par conséquent de me communiquer le prix de la deuxième fiduciaire. Dans le cas où la différence de prix est faible, je propose de choisir l'autre fiduciaire à l'aide d'une contre-proposition. »

Mme la Présidente passe la parole à M. Antonin Charrière pour la réponse du Conseil communal :

« Merci Monsieur Mauron pour votre intervention. Je vais vous communiquer le montant que vous avez demandé. Juste avec cela, je souhaite préciser que l'attribution du mandant prend en compte l'aspect financier mais également les compétences du bureau. Compte tenu de ses compétences en lien avec MCH2, Fiduconsult était la meilleure. A mon avis, ce n'est pas délicat que Fiduconsult obtienne le mandat pour la révision des comptes de notre commune. Cependant, le Conseil communal a pris toutes les mesures et a pris contact avec le Service des communes et M. Ballaman a confirmé qu'il n'y avait aucun problème d'indépendance. Sur cette base-là, le Conseil communal maintient sa proposition.

Par rapport à la demande de M. Mauron, la deuxième fiduciaire était la fiduciaire Ruffieux SA et la différence était de l'ordre de CHF 100.00. »

M. Pierre Mauron répond :

« Je précise qu'à aucun moment je n'ai remis en cause les compétences de la fiduciaire. Il s'agit uniquement d'une question d'apparence. Pour CHF 100.00, je propose au Conseil de ne pas attribuer le mandat à Fiduconsult mais à la deuxième fiduciaire Ruffieux SA. Je serai le premier à soutenir Fiduconsult lorsqu'un nouvel appel d'offre devra être fait en 2024. »

M. le Syndic intervient en ces mots :

« Ce serait une mauvaise affaire pour la Commune de prendre la fiduciaire Ruffieux SA. Nous perdrons les compétences de Fiduconsult concernant MCH2. Ils ont accompagné déjà beaucoup de communes dans ces démarches. Nous avons déjà perdu BDO et son expertise, perdre l'expérience de Fiduconsult au niveau de MCH2 serait dommageable. Vu que nous avons l'accord du Service des communes et pour toutes les raisons évoquées, je propose de maintenir la proposition de Fiduconsult. »

Mme Florence Pasquier intervient en ces mots :

« Je confirme ce que le Conseil communal vient de dire. Fiduconsult est un petit peu meilleur marché et surtout la commission financière l'a choisie par rapport à ses meilleures compétences en MCH2. Cela est très important avec les nouveautés qui vont apparaître dès l'année prochaine. Ensuite, j'ai reçu un message qui m'a été transmis ce matin par Mme Huruglica, caissière, comme quoi le Service des communes a confirmé qu'il n'y avait pas de souci au niveau de l'indépendance vis-à-vis de Mme Beaud. Etant donnée que Mme Beaud n'a plus aucun rapport de travail avec Fiduconsult, il n'y a aucun problème. Je me suis également assurée moi-même par téléphone auprès de M. Ballaman qui m'a confirmé que cela ne posera aucun problème, ni à la Commune, ni à Mme Beaud. Surtout que Mme Beaud n'est pas présente lors de la révision des comptes. C'est uniquement Mme Huruglica, caissière. Je maintiens donc mon soutien pour la fiduciaire Fiduconsult. »

La parole n'étant plus demandé, Mme la Présidente demande si M. Pierre Mauron maintient sa contre-proposition.

M. Pierre Mauron indique maintenir la contre-proposition. Il précise qu'il ne s'agit pas seulement d'un conflit d'indépendance mais il est aussi question d'image auprès des citoyens de Riaz.

Mme la Présidente passe ensuite la parole à la commission financière.

Au nom de la commission financière, Mme Pasquier intervient en ces mots :

« Nous maintenons la proposition de Fiduconsult. »

Mme la Présidente annonce le vote. Le premier vote concernera la fiduciaire Fiduconsult Bulle SA. Si celle-ci est refusée, le deuxième vote concernera la fiduciaire Ruffieux SA.

VOTE
Le Conseil général accepte par 22 oui, 4 non et 2 abstentions, l'attribution de la révision des comptes communaux à la fiduciaire Fiduconsult Bulle SA pour les années 2020 à 2022.

5 RÉVISION TOTALE DES STATUTS DE L'ASSOCIATION INTERCOMMUNALE « SPORT EN GRUYÈRE » – APPROBATION

Mme la Présidente passe la parole à M. Pascal Lauber, représentant du comité de l'Association intercommunale « Sport en Gruyère » pour une présentation du projet ainsi que des statuts révisés.

« Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux et généraux,

Merci de me donner la possibilité de venir vous préciser cette modification des statuts durant cette séance du Conseil général.

Je vais vous faire une petite présentation du projet :

Vous avez la patinoire du côté du Biffé. Devant elle, les bassins d'eau qui donnent du côté du Moléson. En haut à droite vous avez les salles de gym : deux salles traditionnelles et une salle pour les agrès avec des engins fixes. Vous voyez également le parking du côté de la Ronclina tel qu'il figure aujourd'hui sur le site.

Le 27 septembre dernier a eu lieu la votation populaire dans toute la Gruyère a titre de référendum financier. La population gruérienne a accepté par 72% des votants d'accorder un crédit de 55 millions à l'AISG. Je suis donc un président heureux parce que j'ai dans une poche un montant de 55 millions à la disposition du sport.

Par contre aujourd'hui, il nous manque les moyens juridiques pour construire le centre sportif. Pour donner ces moyens à l'association, il faut passer par une modification des statuts. S'agissant d'une nouvelle tâche, l'unanimité des communes est requise.

Vous voyez sur la présentation un tableau avec, à droite les statuts actuels et à gauche les statuts modifiés. Je vous propose d'aller très vite sur la plupart des articles.

- *Article 6 : cela concerne la prévision d'une délégation de tâche, ce qui paraît assez logique car nous pourrons ainsi déléguer l'exploitation du centre sportif. Ce n'est pas notre métier et cela nous paraît logique de pouvoir déléguer l'exploitation.*

- *Articles 8 et 9 : ce sont des modifications en lien avec MCH2 notamment avec l'introduction d'une commission financière.*

- *L'article 21 : c'est le plus important car c'est celui qui traite les coûts financiers.*

  Il y a deux alinéas, l'alinéa deux est celui que nous connaissons aujourd'hui avec les trois piscines et la patinoire qui se trouve à Espace Gruyère. La commune siège paie le 50% de l'infrastructure régionale et les autres 50% sont payés à raison de 25% la population légale et l'ITF. Nous allons garder cette clé de répartition pour les trois piscines. La patinoire d'Espace Gruyère disparaît et rejoint le centre sportif et avec cette clé de la population et de l'ITF nous avons rajouté deux éléments : le premier est un facteur de pondération de la clé de répartition qui est liée à l'éloignement en le centre sportif et la situation de la commune. Nous n'avons pas uniquement compté les kilomètres mais également la desserte en transports publics. Nous avons regardé le nombre de changement ainsi que la fréquence de desserte. Plus nous sommes proches du centre sportif, plus nous payons. Plus nous sommes éloignés, moins nous payons. La commune qui paie le moins c'est Jaun, les communes qui paient le plus sont Bulle et Morlon. En plus de ce nouvel élément, il y a également un préciput qui est à charge de la Ville de Bulle car le centre sportif est prévu sur son territoire. Un préciput est un montant que la Ville va payer annuellement en plus et qui n'est pas à charge des autres communes. Ce montant a été fixé à environ CHF 109'000.00.

- *L'article 25 : il concerne un éventuel nouveau référendum financier. Cela veut dire que si dans 20 ans une nouvelle extension d'un montant supérieur à 20 millions est nécessaire, un nouveau référendum financier devra avoir lieu.*

L'entrée en vigueur de ces nouveaux statuts est prévue au 1er janvier 2021. »

Mme la Présidente remercie M. Lauber et ouvre la discussion sur ce point.

Au nom du groupe PLR, M. Julien Tercier intervient en ces termes :

« C'est avec beaucoup d'enthousiasme que le groupe PLR a traité ce point lors de sa séance de groupe. Nous préavisons favorablement cette révision et nous réjouissons de la concrétisation du projet. »

Au nom du Conseil communal, M. Daniel Blanc intervient en ces mots :

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
Le Conseil communal invite le Conseil général à approuver les statuts de l'Association intercommunale « Sport en Gruyère ». »

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente remercie M. Pascal Lauber et lui souhaite une excellente soirée. Elle annonce le vote.

VOTE
Le Conseil général accepte par 27 oui et 1 abstention, la révision totale des statuts de l'Association intercommunale « Sport en Gruyère », telle que présentée, en vue de leur entrée en vigueur le 1er janvier 2021.

6 PROJET DE VALORISATION DE LA TRAVERSÉE DE LOCALITÉ (VALTRALOC) – PRÉSENTATION ET RÉPONSE AUX DERNIÈRES QUESTIONS

Mme la Présidente passe la parole à Mme Sylvie Bosson pour ce point :

Au nom du Conseil communal, Mme Sylvie Bosson intervient en ces mots :

« Suite à la séance du Conseil général de juin 2020, le Conseil communal de Riaz a décidé d'organiser une séance d'information le 13 octobre 2020. Cette séance avait pour but de fournir les informations complémentaires et de répondre aux questions soulevées lors du conseil général. Au terme de cette séance, le Conseil communal a répondu à toutes les questions. De plus, il a été proposé aux partis un délai jusqu'au 30 octobre pour d'éventuelles autres questions. Il s'est avéré qu'aucun parti n'a demandé de compléments. Dès lors, le Conseil communal transmet le rapport de la commission d'aménagement concernant le projet ValTraLoc. »

Mme la Présidente remercie Mme Bosson et passe la parole à M. Dominique Magli.

Au nom de la commission d'aménagement, M. Dominique Magli intervient en ces termes *:*

« La commission d'aménagement s'est réunie plusieurs fois avec le Conseil communal, Mme Villoz et le bureau Team+. Elle a étudié toutes les possibilités faisables pour ce projet. Deux séances d'information ont été organisées afin que le Conseil général puisse poser ses questions.

La commission d'aménagement est d'avis qu'il faut protéger la mobilité douce ainsi que les riverains de ces deux grands axes routiers. Elle soutient ce projet tel que présenté, tout en tenant compte des remarques émises dans le rapport de la commission d'aménagement, ceci pour le futur bien-être des citoyens de notre commune. »

Mme la Présidente remercie M. Magli pour son intervention et ouvre la discussion sur le projet ValTraLoc.

Au nom du groupe PLR, M. Julien Tercier intervient en ces termes :

« Madame la Présidente, Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux et généraux,

Le groupe PLR, suite à sa séance de préparation du 8 décembre 2020, a débattu sur le sujet ValTraLoc, en vue du point de l'ordre du jour de ce soir. Il s'agit d'un projet fondamental pour le village, pour la sécurité de sa traversée, ainsi qu'un élément central pour tous les citoyens de notre village. Nous avons pu constater que le sujet ne laisse personne indifférent, avec le risque de se perdre dans les détails, les suppositions et les éventualités non maitrisables.

Lors de la discussion, nous avons pu remarquer une forme de lassitude exprimée par certains membres. En effet, le thème revient lors de presque chaque débat mais dans les faits et sur le terrain, nous n'avons pas commencé. Ce sentiment est certainement également partagé de votre côté, nous en sommes bien conscients.

L'attente a été longue avant d'avoir une concrétisation dans cette étude préalable. Aujourd'hui, nous avons des plans qui tiennent la route et nous devons donc aller de l'avant tout en prenant en compte les éventuelles remarques et suggestions. Nous devons ensemble porter le projet et le faire évoluer dans les différentes phases qui vont suivre.

Par rapport à la situation du jour, le groupe est satisfait de la démarche qui a été entreprise à savoir les consultations et séance d'information, la possibilité de poser les questions et le traitement par la commission respective à savoir celle de l'aménagement du territoire. Il nous parait important d'avoir cette prise de position et le rapport de la commission de l'aménagement. Nous remercions les membres pour le travail et le Conseil communal pour la démarche, répondant ainsi concrètement à nos recommandations que nous avions formulées sous forme de question lors de la dernière séance. Nous espérons ainsi pour la suite du projet que nous pourrons encore compter sur des échanges et consultation avec la commission compétente.

Nous nous permettons de vous adresser les questions suivantes :

- *Comment faire pour la suite pour amener les suggestions, questions et remarques ? Nous avons notamment les points suivants que Monsieur Patrice Gremaud nous a fait remarquer :*

    - *Avec les informations reçues, il semble qu'avec une largeur de route de 5,6 m, la norme prévoit que cette largeur est suffisante pour le croisement de 2 camions, mais à la vitesse de 20 km/h seulement*

    - *Existe-t-il des moyens de maintenir les arrêts de bus en dehors de la chaussée, comme actuellement et si possible d'augmenter légèrement la largeur de la chaussée dans les secteurs qui ne sont pas limités à 30 km/h, étant donné le nombre de véhicules lourds actuels et prévus dans le futur.*

    - *Quartier de l'Affeytement : Si les habitants de ce quartier veulent se rendre à pied au village, ils n'ont d'autre possibilité que de marcher sur la route cantonale, sans aucune sécurité. Est-ce qu'une étude de besoin et un concept ont déjà été réalisés ?*

Pour terminer, il est temps d'aller de l'avant avec ce projet. Tout ne sera certainement pas parfait mais nous devons prendre les choses en main ensemble. Merci pour votre attention. »

Mme la Présidente passe la parole à Mme Sylvie Bosson pour la réponse du Conseil communal :

« Merci pour toutes les questions. L'objectif de la suite du traitement de ce dossier va se faire toujours avec la commission d'aménagement. Pour le Conseil communal, il est très important d'avoir ce lien avec la commission d'aménagement. Nous allons bientôt prévoir des séances de travail. Ce que nous approuvons ce soir n'est qu'un début. Nous allons porter ce projet ensemble et les séances vont se perpétuer. Je trouve important que chaque membre du Conseil général puisse poser des questions via la commission d'aménagement et que la commission puisse après faire le retour. Nous aimerions, comme l'a indiqué M. Tercier de revenir sur des détails lors des séances Conseil général. Le Conseil communal souhaite l'appui du Conseil général pour ce gros projet qui concerne tout le monde. La prochaine étape est la rencontre avec le canton une fois que le Conseil général aura approuvé le projet. »

M. Julien Tercier demande à qui poser les questions techniques.

Mme Sylvie Bosson répond qu'il faut les adresser à la commission d'aménagement.

Au nom du groupe PS et Indépendants, Mme Anne Favre Morand intervient en ces termes :

« Nous nous réjouissons que la commission d'aménagement siège assidûment et que vous profitiez au mieux des ressources que peuvent vous apporter chacun des membres. Nous espérons qu'il y aura enfin de l'avancement dans ce projet d'envergure. »

Au nom du groupe UDC, M. Francis Dupré intervient en ces termes :

« Pourquoi le projet ValTraLoc n'est pas soumis à l'approbation du Conseil général, comme la commission d'aménagement le mentionne au point 8 (Conclusion) de son rapport du 10.11.2020 ? »

Mme la Présidente passe la parole à Mme Sylvie Bosson pour la réponse du Conseil communal :

« Pour le Conseil communal, le rapport de la commission d'aménagement fait foi. Le point de ce soir était pour répondre aux dernières questions. »

M. Patrice Gremaud intervient en ces mots :

« ValTraLoc c'est un projet très important. Nous pouvons investir des millions dans des conduites d'eau potable ou tout ce que l'on veut, cela n'intéressera pas les gens mais la circulation routière c'est très important. Si nous avons peur de traverser la route ou d'envoyer nos enfants traverser la route, c'est important. Je sais que le projet a été pas mal étudié mais dans la réalisation nous pouvons toujours discuter. Par exemple, une chose qui m'a fortement déçu : le bureau Team+ s'est bien gardé de préciser lors de la présentation du projet la norme qui prévaut pour la vitesse de croisement des véhicules lourds. Je l'ai apprise par hasard dans la Gruyère. A noter que le Conseil général de la commune de Vuadens a accepté le concept ValTraLoc avec la grande différence qu'ils disposent d'une largeur de 6 mètres pour la route cantonale avec trottoirs franchissables. Le projet a été accepté par le canton comme l'a confirmé le syndic. Petit détail, à Vuadens, l'étude a été commencée par Team+ pour continuer avec un autre bureau. Ceci explique peut-être cela et pourtant Vuadens ne compte pas 20'000 véhicules par jour comme Riaz. Riaz a un trafic très important et incomparable à celui qui traverse les autres localités de l'agglomération. Si nous voulons limiter tant soit peu les dégâts, il serait sensé de maintenir les arrêts de bus en dehors de la chaussée comme actuellement. En face de la Migros et de la Coop de Bulle, deux arrêts de bus sont réalisés actuellement hors de la chaussée sur la route de Riaz. C'est donc possible.

Pour la mise en chantier, je propose au Conseil communal de prendre contact avec la DAEC pour réaliser en priorité, donc en 2021, les deux giratoires prévus sur la route de la Gruyère. Les conditions actuelles sont inacceptables, dangereuses et n'ont pas d'équivalents dans le canton. Nous parlons déjà de 2022 pour débuter les chantiers et je ne serais pas étonné, avec ce que nous avons vécu jusqu'à présent, de voir encore des reports. Lors de ce contact, il y a lieu de demander au canton la coordination prévue pour la rénovation du pont sur la Sionge, c'est une intervention exceptionnellement lourde rajoutée aux problématiques ValTraLoc.

Nous voyons l'urgence, par exemple l'îlot qui se trouve devant la poste a été arraché par un véhicule. »

Mme la Présidente passe la parole à Mme Sylvie Bosson pour la réponse du Conseil communal :

« Je ne vais pas pouvoir répondre à toutes les questions de M. Gremaud maintenant. Je le remercie d'avance de nous les transmettre. Pour Vuadens, ils ont accepté une largeur de 6 mètres parce qu'ils vont faire des bordures hautes. La configuration du village de Vuadens ne peut pas être comparée à notre commune. Le Conseil général de Vuadens n'a pas souhaité accentuer sur la mobilité douce. Nous avons souhaité insister sur la favorisation de la mobilité douce et la sécurisation des piétons. Nous voulons avoir un centre du village agréable et sûr. Toutes les questions que M. Gremaud a soulevées sont déjà intégrées dans le projet. »

M. Louis Pittet intervient en ces mots :

« Je m'inquiète si la population aura une vue d'ensemble sur ce projet. Est-ce qu'une présentation sera faite ? Est-ce que l'avis de la population sera demandé ou c'est uniquement le Conseil général qui va décider ? »

Mme la Présidente passe la parole à Mme Sylvie Bosson pour la réponse du Conseil communal :

« Il est prévu de faire une information à la population lorsque le projet sera plus avancé. Tous les riverains seront contactés. Des rendez-vous avec les propriétaires, le canton et la commune seront organisés. Nous allons trouver un consensus. »

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente clôt la discussion et passe à l'objet suivant.

7 POSTULAT DE MME ANNE FAVRE-MORAND ET M. GEORGES OBERSON « CONCEPT DE CIRCULATION » – DÉTERMINATION DU CONSEIL COMMUNAL

Mme la Président passe la parole à Mme Sylvie Bosson :

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
Vous avez pu prendre connaissance de la détermination du Conseil communal sur le postulat concernant le concept de circulation. Je n'ai pas d'information complémentaire à ajouter au message que vous avez reçu. Je me tiens à disposition pour toute question. »

Mme la Présidente remercie Mme Bosson et passe la parole aux auteurs du postulat.

Mme Anne Favre-Morand s'exprime en ces termes :

« 1er mai 2018… le temps a passé depuis que mon collègue Georges Oberson et moi-même avons déposé ce postulat. Sûrement trop de temps puisque le co-auteur n'est plus dans les rangs du CG depuis.

Cela étant dit, je ne peux que me réjouir que notre intervention ait certainement conduit à des réflexions et a certainement amené quelques impulsions importantes afin de s'investir dans ces projets liés au concept de circulation. Et je vous remercie pour votre réponse.

A contrario, je suis déçue de votre réponse concernant la route de la Sionge. Il est important, ou même indispensable de déployer l'énergie nécessaire afin que ce tronçon soit enfin sécuritaire. Nous ne pouvons-nous satisfaire de la réponse du Conseil communal dans ce dossier et attendons un réel investissement dans l'aboutissement d'une réalisation adéquate pour ce quartier très fréquenté.

Cette route est non seulement utilisée par les riverains mais surtout trop fréquentée aux heures de pointe par les pendulaires qui y voient une route d'évitement. Le développement d'habitations doit correspondre à une circulation idoine des alentours, il en va de la sécurité des habitants et des usagers.

Avez-vous eu un contact direct avec la DAEC à ce sujet ? Avez-vous demandé un rendez-vous avec le directeur de la DAEC à ce sujet ? L'impossibilité décrite dans votre réponse liée au terrain non bâti étonne car cette impossibilité a pu être franchie dans d'autres communes. Je vous prie donc d'en faire une priorité pour vous par respect pour la sécurité des riverains de ces quartiers. »

Mme la Présidente passe la parole à Mme Sylvie Bosson pour la réponse du Conseil communal :

« Nous sommes conscient que la route de la Sionge est un gros problème. Nous n'avons pas eu de rendez-vous en visuel avec les services. Ce sont uniquement des prises de renseignements. Nous devons nous coordonner avec la ville de Bulle. Nous n'allons pas réussir à tout gérer tout de suite. Nous savons qu'une zone 30 km/h serait l'idéal. Nous avons remis des panneaux « Attention, priorité de droite » à chaque entrée.

C'est vrai qu'il faut vraiment rouler en dessous de 50 km/h. Nous n'avons pas solutions pour l'instant mais nous y travaillons. »

M. Patrice Gremaud intervient en ces mots :

« Ma question concerne la vitesse des véhicules sur les routes communales. J'ai vu personnellement le village de Riaz sans aucune route goudronnée. Lors du mois de juin, j'avais demandé la pose d'un gendarme couché à la rue St-Michel. Je m'étonne que rien n'a été fait 6 mois plus tard alors que 6 véhicules sur 10 ne respectent toujours pas la vitesse de 30 km/h. M. le Syndic avait déclaré transmettre l'objet à la commission d'aménagement mais je ne sais pas si cela a été fait. A la rue de Saletta, un radar pédagogique a été placé devant l'habitation de M. Joseph Mauron. Depuis ma cuisine, j'ai été effaré du nombre de véhicules qui dépassent allégrement la limite : 55-58-58-64-66 voire même proche de 80 km/h, c'est presque la norme. Nous avons des sérieux problèmes lorsque des piétons traversent la route. Je demande qu'on applique la réalisation de la zone 30 km/h le plus rapidement possible. »

Mme la Présidente passe la parole à M. Wolfram Schuwey pour la réponse du Conseil communal :

« Nous allons rajouter la question de la rue St-Michel à la prochaine commission d'aménagement. Et nous allons poser un radar pédagogique sur cette rue. Pour la rue de Saletta, cela suit son cours. »

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente clôt la discussion.

Le Conseil général prend acte de la détermination du Conseil communal sur le postulat de Mme Anne Favre-Morand et M. Georges Oberson.

8 POSTULAT DE MME FLORENCE PASQUIER ET M. CHRISTOPHE BIERI « SÉCURITÉ DES PIÉTONS AUX ABORDS DU GIRATOIRE DE LA POSTE » – DÉTERMINATION DU CONSEIL COMMUNAL

Mme la Président passe la parole à Mme Sylvie Bosson :

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
Vous avez également reçu la détermination du Conseil communal sur le postulat concernant la sécurité des piétons aux abords du giratoire de la Poste. Je n'ai pas d'information complémentaire à ajouter au message que vous avez reçu. Naturellement, je me tiens à disposition pour toute question. »

Mme la Présidente remercie Mme Bosson pour son intervention et passe la parole aux auteurs du postulat.

Mme Florence Pasquier s'exprime en ces termes :

« Nous sommes satisfaits de la réponse du Conseil communal. C'est-à-dire que la problématique sera prise en compte en même temps que ValTraLoc, en espérant que les ingénieurs trouvent la bonne solution pour sécuriser les piétons sans devoir s'y reprendre par 2-3 fois. »

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente clôt la discussion sur ce sujet.

Le *Conseil général prend acte de la détermination du Conseil communal sur le postulat de Mme Florence Pasquier et M. Christophe Bieri.*

9 POSTULAT DE MM. FRÉDÉRIC BLANC, CHRISTOPHE BIERI ET SAMUEL FAVRE « DES SOLUTIONS POUR LES DÉCHETS SUR LA VOIE PUBLIQUE » – DÉTERMINATION DU CONSEIL COMMUNAL

Mme la Présidente passe la parole à Mme Sylvie Bosson :

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
Nous vous avons aussi envoyé la détermination du Conseil communal sur le postulat concernant les solutions pour les déchets sur la voie publique. Je n'ai aucune information supplémentaire à ajouter à ce sujet. Bien évidemment, je me tiens à disposition pour toute question. »

Mme la Présidente remercie Mme Bosson pour son intervention et passe la parole aux auteurs du postulat.

M. Samuel Favre s'exprime en ces termes :

« Les déposants du postulat ont pris note de la réponse du Conseil communal et relèvent les actions mises en œuvre afin de répondre à la problématique des déchets dans notre village. Ces actions sont visibles par la population et fonctionnent, nous remercions en outre les employés de voirie pour tout leur travail régulier dans ce sens.

Le Conseil communal relève à 2 reprises dans sa réponse la responsabilité individuelle, envers laquelle la commune a, je cite, « peu d'emprise sur cet aspect ». De notre point de vue, la mise en lumière d'actions, telles que l'opération coup de balai des écoles, l'affichage publicitaire préventif et encore, par exemple, des informations sur le site internet de la commune ont des effets utiles et efficaces pour lutter contre le littering notamment. La Commune se doit d'être plus active dans ces domaines.

Pour terminer, le Conseil communal évoque le fait que la gestion globale des déchets est une nécessité à long terme ; nous sommes un peu surpris de l'adjectif long que nous souhaiterions remplacer par moyen voire court. En effet, c'est un sujet de constante actualité, qui évolue et pour lequel les autorités compétentes doivent trouver des solutions rapidement. »

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente clôt la discussion sur ce sujet.

Le Conseil général prend acte de la détermination du Conseil communal sur le postulat de MM. Frédéric Blanc, Christophe Bieri et Samuel Favre.

10 POSTULAT DE M. SÉBASTIEN ANDREY « MAINTIEN DU CHEMIN DES ÉCOLIERS COMBA-MONTS 14 » – DÉTERMINATION DU CONSEIL COMMUNAL

Mme la Présidente passe la parole à Mme Sylvie Bosson :

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
Vous avez également pu prendre connaissance de la détermination du Conseil communal sur le postulat concernant le maintien du chemin des écoliers Comba-Monts 14. A ce sujet, je n'ai pas d'information complémentaire à ajouter au message que vous avez reçu. Bien entendu, je me tiens à disposition pour toute question. »

Mme la Présidente remercie Mme Bosson pour son intervention et passe la parole à l'auteur du postulat.

M. Sébastien Andrey s'exprime en ces termes :

« Je remercie le Conseil communal pour la prise en compte de mon postulat. Je constate même que le chemin est prévu jusqu'à la route des Monts 6, ce qui en effet un véritable ValTraLoc piétonnier. »

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente clôt la discussion sur ce sujet.

Le Conseil général prend acte de la détermination du Conseil communal sur le postulat de M. Sébastien Andrey.

11 RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ DES COMMISSIONS

Mme la Présidente indique que le bureau a décidé de donner aux commissions du Conseil général, autre que la commission financière, la possibilité de faire un bilan sur leurs activités durant cette année. Elle propose d'écouter les rapports des présidents des commissions de l'aménagement et de l'énergie, des naturalisations, de la culture, des sports et des générations.

Mme la Présidente passe la parole à M. Dominique Magli, président de la commission d'aménagement et de l'énergie.

Au nom de la commission d'aménagement et de l'énergie, M. Dominique Magli s'exprime en ces termes :

« La commission d'aménagement et de l'énergie s'est réunie 7 fois durant l'année pour débattre de ValTraLoc, des zones 30 km/h et de l'achat de bâtiments. J'en profite pour remercier les collègues de la commission, les conseillères et conseillers communaux ainsi que Mme Villoz pour la bonne ambiance lors de nos réunions. »

Mme la Présidente remercie M. Magli pour son bilan et le travail effectué par les membres de sa commission. Elle passe la parole à M. Samuel Favre, président de la commission des naturalisations. »

Au nom de la commission des naturalisations, M. Samuel Favre s'exprime en ces termes :

« L'année 2020 est en effet bien particulière et cette constatation est également celle de la commission des naturalisations. En effet, la commission a pris l'habitude de traiter plus de 4 dossiers par année ; néanmoins, en 2020, nous n'avons eu à travailler que sur une seule demande. La situation sanitaire est évidemment en grande partie la cause de ce fait. Cependant, les nouvelles conditions sur les naturalisations, entrées en vigueur en janvier 2018 ont certainement comme conséquence aussi une diminution des demandes, notamment de par le fait que les personnes en possession de permis B ou F ne peuvent plus faire une demande et que seuls les détenteurs d'un permis C peuvent le faire. De plus, le requérant doit actuellement obtenir une attestation officielle sur ses compétences linguistiques d'une langue nationale sans quoi sa demande ne sera pas prise en compte.

Pour cette année, nous avons pu rencontrer le requérant au mois de juin, en respectant les prescriptions sanitaires en vigueur à ce moment-là. La commission a préavisé favorablement la demande et a transmis le préavis ainsi que le procès-verbal au Conseil communal pour sa décision. C'est ainsi que la procédure se déroule systématiquement.

Je relève que c'est toujours un plaisir de travailler avec les membres de cette commission et je tiens à le remercier pour leur analyse des dossiers et leur engagement au sein de ladite commission. »

Mme la Présidente remercie M. Favre pour son rapport. Elle remercie également les membres de sa commission pour le travail effectué et passe la parole à la commission de la culture, des sports et des générations.

Au nom de la commission de la culture, des sports et des générations, M. Frédéric Blanc s'exprime en ces termes :

« La commission CSG s'est réunie à 3 reprises durant cette année et a eu l'occasion de débattre sur des sujets très différents.

Tout d'abord le projet SENIOR qui est entré dans sa phase d'action, mais qui a été malheureusement quelque peu freiné par la crise sanitaire. Néanmoins nous espérons pouvoir offrir de nouveaux services aux personnes âgées dès 2021. Je souhaite que la nouvelle législature puisse continuer dans cette direction à l'aide des données récoltées lors de notre sondage de 2019 auprès des aînés.

Puis l'Intersociété, qui a continué son développement grâce à l'appui de nos 2 membres intégrés au comité. Le point critique étant l'avenir des lotos suite à la nouvelle loi sur les jeux d'argent entrée en vigueur en 2019. C'est un enjeu de taille pour nos sociétés locales qui nécessitera l'implication des autorités et pour lequel la commission remplit parfaitement son rôle d'interlocuteur privilégié.

Nous avons également continué à fournir du contenu pour le Riazois, en particulier les interviews, afin de faire vivre ce journal très apprécié de la population. Plusieurs autres projets sont encore à l'étude, ou simplement repoussé à des temps plus propices. »

Mme la Présidente remercie M. Frédéric Blanc pour son rapport ainsi que les membres de sa commission pour leur travail. Elle ouvre maintenant la discussion générale sur le bilan des commissions.

La parole n'étant pas demandée, elle passe aux divers.

12 DIVERS

Avant de débuter les divers du Conseil général, Mme la Présidente rappelle les dates qui ont d'ores et déjà arrêtées pour les prochaines séances du Conseil général.

La commune ayant déjà reçu la date de l'assermentation de la prochaine législature, elle informe que les dates des séances du Conseil général ont été modifiées dans ce sens. C'est pourquoi, les comptes 2020 seront validés par la législature actuelle.

LÉGISLATURE ACTUELLE	
Mardi 20 avril 2021 à 20.00 heures	Séance des comptes 2020
PROCHAINE LÉGISLATURE	
Mardi 1er juin 2021 à 20.00 heures	Séance constitutive du Conseil général
Mardi 21 septembre 2021 à 20.00 heures	Séance de réserve
Mardi 7 décembre 2021 à 20.00 heures	Séance du budget 2022

Pour la suite des divers, Mme la Présidente prie l'assemblée de respecter l'ordre des interventions, soit les propositions, les postulats, les résolutions, les questions et les éventuelles remarques.

PROPOSITION

La parole n'étant pas demandée, Mme la Présidente clôt la discussion et passe aux postulats.

POSTULAT

Mme la Présidente demande si quelqu'un souhaite déposer un postulat.

Mme Anne Favre-Morand intervient en ces mots :

« Je souhaite déposer un postulat avec Mme Amélie Gapany.

Promouvoir la production locale

L'association des Communes fribourgeoises s'est investie en collaboration avec l'État de Fribourg de manière à offrir un panel d'actions aux communes via un portefeuille d'actions durables « communes-durables.ch ».

Cette démarche est évidemment en lien avec la stratégie mise en œuvre par l'Agenda 2030 de l'ONU qui œuvre en faveur du développement durable.

Ce postulat qui se nomme « Promouvoir la production locale » en est directement inspiré.

Les Riazois et Riazoises sont certainement sensibles aux produits sains et locaux. Ce besoin a peut-être même été exacerbé durant la période de semi-confinement du printemps dernier. Notre région et notre commune comptent de nombreux producteurs locaux et nous nous devons de mettre en lumière ce travail artisanal.

Ainsi, nous demandons à la Commune d'effectuer cette promotion. Il sera tout d'abord important de recenser les productrices et producteurs locaux et les contacter. Ensuite, il faudra élaborer un guide, sur la page internet de la commune ou sur un livret. Finalement, il sera important de le mettre à jour régulièrement.

Ce projet a comme avantages de sensibiliser la population aux enjeux liés à une alimentation saine et une production respectueuse de l'environnement, de promouvoir les circuits courts et de découvrir des spécialités locales avec des produits frais et de saison.

De plus, il n'est que peu coûteux en temps et en ressources et encourage de manière directe l'économie locale qui en a particulièrement besoin ces derniers temps. »

Mme la Présidente remercie Mmes Anne Favre-Morand et Amélie Gapany pour le dépôt de ce postulat. Elle indique que ce postulat sera examiné par le bureau et porté à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil général.

Mme la Présidente demande si d'autres postulats doivent être déposés.

Mme Anne Favre-Morand intervient en ces mots :

« Postulat déposé par M. Frédéric Blanc et moi-même. Soutien à l'économie locale

La crise sanitaire que nous connaissons actuellement nécessite l'appui des collectivités publiques afin de soutenir l'économie locale. De nombreux projets ont vu le jour, à l'échelon cantonal par exemple mais également dans les communes.

En effet, les commerces de proximité sont le tissu de notre société et nombreux sont ces commerces qui ont dû réduire, voire stopper leur activité durant les phases de confinement. À la vue de la situation actuelle, il est assez clair que cela continuera en 2021.

Par ce postulat, nous demandons au Conseil Communal de libérer au plus vite un fond de soutien de CHF 30'000.- à mettre à disposition des citoyens de la Commune. Ce fond pourrait par exemple être disponible sous forme de 1'000 bons d'une valeur de CHF 30.- à faire valoir dans les commerces de Riaz désirant participer à l'action. »

Mme la Présidente remercie Mme Anne Favre-Morand et M. Frédéric Blanc pour le dépôt de ce postulat. Elle indique que ce postulat sera examiné par le bureau et porté à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil général.

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente clôt la discussion et passe aux résolutions.

RÉSOLUTION

Ainsi que le prévoit l'art.102 du Règlement du Conseil général, les projets de résolution doivent être déposés par écrit auprès du Président à l'ouverture de la séance et distribués à tous les membres.

Aucune résolution n'ayant été déposée, Mme la Présidente passe à l'objet suivant.

QUESTIONS

Mme la Présidente demande si quelqu'un souhaite poser une question.

Mme Florence Pasquier intervient en ces mots :

« Question que je pose avec 17 cosignataires.

Surpris de l'augmentation au budget pour la location des salles de sport au CO de Riaz, les membres de la commission financière ont demandé pourquoi ce poste passait de CHF 22'200.- en 2019 et 2020 à CHF 50'250.- en 2021. Les explications de Mme Huruglica, caissière communale ont été les suivantes :

« 7 classes primaires de 4H à 8H occupent chacune une salle de sport durant 2 unités de 50 minutes au CO de Riaz, ce qui représentent 14 unités de 50 minutes chaque semaine. Le CO de Riaz a établi une facture finale à CHF 110.-/heure par salle simple, soit un montant de CHF 50'000.- environ. Le Conseil communal trouvant la facture excessive, a essayé de rediscuter le prix de location avec le CO, mais est resté sans succès. »

Si je reprends, les chiffres donnés, 14 unités de 50 minutes est égal à 11,6 heures (14 x 50 : 60) 11,6 heures x 38 semaines x 110.- = CHF 48'488.-

Ce tarif m'a aussi consterné et m'a poussé à effectuer quelques recherches, et voici les faits.

Le planning hebdomadaire de l'éducation physique des classes 1H à 8H de Riaz (source infos scolaires 2020-21 de Riaz) montre que les 7 classes de 4H à 8H vont toutes le lundi matin effectuer 2 unités de 50 min. de sport au CO de Riaz. De 8.05h. à 9.45h. 3 classes occupent la salle triple ; de 10.05h. à 11.45h. 3 autres classes occupent la salle triple et 1 classe occupe une salle simple.

Dans mes recherches, j'ai trouvé un tableau de tarifs de location pour les salles de sport de l'Etat de Vaud avec explicatifs et un tableau de tarifs des salles de sport du Bicubic à Romont ; tous deux nous servent de comparaison et sont joints à ce document.

L'Etat de Vaud a fixé en 2017 une tarification unifiée pour ses salles de sport. Il différencie les locations en semaine, en week-end et durant les vacances scolaires. Il différencie aussi les tarifs par salle simple, salle double ou salle triple. Puis le tableau montre aussi la différence entre le prix de faveur appliqué aux sociétés

sportives afin de promouvoir le sport (frais de fonctionnement uniquement) et les coûts réels à la charge de l'Etat (frais de fonctionnement + coûts d'investissement avec amortissement, intérêts et entretien).

En considérant que l'école primaire n'a pas un tarif de faveur de promotion sportive, je vais prendre en comparaison les tarifs selon les coûts réels, en semaine, par 2 périodes (1 période = 1h.) pour une salle triple et pour une salle simple. Le calcul pour nos 7 classes primaires de Riaz serait le suivant :

- *1 salle triple pour 2 périodes (3 classes de 08.05h. à 09.45h.) CHF 136.-*
- *1 salle triple pour 2 périodes (3 classes de 10.05h. à 11.45h.) CHF 136.-*
- *1 salle simple pour 2 périodes (1 classe de 10.05h. à 11.45h.) CHF 66.-*

Total par semaine: CHF 338.-

Total pour l'année : Fr. 338.- x 38 semaines = ***CHF 12'844.-***

En étant moins généreux, au vu de l'occupation du nombre d'élèves dans la salle triple et bien sûr autant d'enfants après sous la douche, je vais prendre que le tarif en salle simple :

- *7 classes pour 2 périodes en salle simple : 7 x 66.- x 38 semaines =* ***CHF 17'556.-***

Prenons maintenant le tarif du Bicubic à Romont :

Tarif B écoles hors district : la demi-journée en salle triple	*CHF 210.-*
+ 2 heures à 35.- en salle simple	*CHF 70.-*
	CHF 280.-

Pour une année : 280.- x 38 semaines = ***CHF 10'640.-***

En prenant le tarif le plus élevé du tableau, le tarif C pour les groupes à but lucratif, ce qui n'est pas le cas de l'école primaire : la demi-journée en salle triple CHF 540.-

+ 2 heures à 60.- en salle simple	*CHF 120.-*
	CHF 660.-

Pour une année : 660.- x 38 semaines = ***CHF 25'080.-***

Ce comparatif montre que la location annuelle pour nos 7 classes de Riaz peut osciller entre CHF 10'640.- et 25'080.-, soit entre CHF 25.- et CHF 60.- de l'heure par salle de sport, selon différents critères pris en compte, en précisant que tous ces tarifs comprennent l'emploi des vestiaires, l'énergie et le nettoyage des locaux.

Par conséquent, le tarif du CO de Riaz à CHF 110.-/heure par salle est excessif et non justifié !

C'est pourquoi, avec mes cosignataires, nous prions le Conseil communal de bien vouloir geler les factures du CO de Riaz et de répondre aux questions suivantes :

1. *Sur quelles bases les tarifs du CO de Riaz ont-ils été fixés ?*

2. *Les tarifs sont-ils calculés par unité de 50 minutes ou à l'heure ? Et pourquoi ne pas tenir compte d'une salle triple et de l'occupation par 2 unités continues ?*

3. *Le CO de Riaz a-t-il tenu compte que la commune de Riaz fait partie de son association de communes pour le CO de la Gruyère et qu'elle en finance une partie ?*

4. *En cas de réponses non satisfaisantes et de tarifs toujours excessifs de la part du CO de Riaz suite aux demandes précédentes, j'invite la commune de Riaz à prendre contact avec l'Etat de Fribourg*

afin d'obtenir les différents prix appliqués aux salles de sport dans notre canton, voire à contacter l'Office de Surveillance des prix à l'administration fédérale.

5. *Est-il possible d'organiser des séances de sport en plein air afin de diminuer les coûts de location et par la même occasion de faire profiter nos écoliers-ères d'un « bol d'oxygène et de vitamine D (soleil) » ?*

Les 17 cosignataires remercient le Conseil communal pour ses réponses qu'ils espèrent rapides. »

Mme la Présidente remercie Mme Florence Pasquier et passe la parole au Conseil communal pour la réponse du Conseil communal.

Au nom du **Conseil communal**, M. Daniel Blanc répond en ces mots :

« Merci Mme Pasquier. Alors que nous ne savions pas que le sujet allait être évoqué ce soir, le Conseil communal avait aussi remarqué et était très étonné du prix de l'heure excessif et exagéré. Nous avions déjà, sans savoir que ça allait être évoqué, pris contact avec l'administrateur des CO, M. Yves Bosson. Le rendez-vous s'est déroulé avec M. Charrière et moi-même pour essayer de comprendre et répondre à nos questions concernant les tarifs appliqués. Une partie des réponses nous a été donnée, mais il reste encore beaucoup d'incertitudes. M. Charrière a aussi des explications à nous donner. »

Mme la Présidente passe la parole à M. Antonin Charrière :

« Nous avons effectivement rencontré M. Bosson. Dans le cadre de cette séance, nous avons surtout reçu des informations. Je ne vais pas réussir à répondre à toutes vos questions. Il nous a expliqué le fonctionnement des coûts essentiellement fixés avec une tabelle également appliquée dans d'autres CO fribourgeois. Il s'agit d'une tabelle en fonction des mètres carrés. Le Conseil communal partage totalement l'avis de ce soir, nous ne pouvons cependant pas nous baser uniquement sur des comparaisons. »

Mme la Présidente remercie MM. Blanc et Charrière et passe la parole à Mme Florence Pasquier :

« J'attends donc que le Conseil communal aille poser ses questions au CO et qu'il puisse fournir des chiffres noir sur blanc de leurs calculs et expliquer comment ils arrivent à des tarifs ainsi. En espérant qu'ils vont tenir compte que Riaz fait partie de l'association des CO de la Gruyère. »

M. Charrière répond en ces termes :

« La quatrième salle de sport du CO de Riaz n'était pas forcément nécessaire mais elle a été faite à la demande de la commune de Riaz qui n'était pas aux normes avec ses salles de sport. Elle ne donnait pas assez de leçon de sport à ses écoliers. Nous vous transmettrons des informations plus précises quand elles seront en notre possession. »

Mme Florence Pasquier intervient en ces mots :

« Je suis étonnée de cette remarque. Le CO a été mis en concours d'architecture, un choix a été fait, probablement que cette salle était déjà existante. J'attends donc une réponse à toutes ces questions que j'espère obtenir lors du prochain Conseil général en avril. »

Mme la Présidente remercie Mme Pasquier et passe la parole à M. le Syndic :

« Il s'agit effectivement d'une demande de la commune de Riaz de pouvoir bénéficier d'une quatrième salle de sport au CO. Cela date de la dernière législature. »

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente demande si quelqu'un veut poser une autre question.

M. Yves Pasquier intervient en ces mots :

« Dans le but essentiellement de garantir la sécurité des promeneurs, des coupes de bois importantes ont été effectuées sur le territoire communal car de nombreux arbres étaient en mauvaise santé. Je suis étonné que les coupes de bois se sont arrêtées à la frontière de la commune. Ma question est la suivante : est-ce qu'une collaboration avec la commune de Bulle pour faire le même travail sur tout le chemin de la Boquette a été envisagée ? Il me semble que les promeneurs ne s'arrêtent pas à la frontière communale et les champignons qui attaquent les arbres également. C'est une question de sécurité. »

Mme la Présidente remercie M. Pasquier et passe la parole à Mme Catherine Beaud :

« La corporation forestière Berra-Gibloux a effectué ses travaux sur la commune de Riaz. Je ne sais pas s'ils se sont coordonnés avec la corporation de Bulle. Je peux me renseigner si cela est prévu ou non. »

Mme la Présidente remercie Mme Beaud et passe la parole à M. Pierre Mauron pour sa question :

« Au-delà de l'organisation de l'HFR, j'ai posé la question au Grand-Conseil pour savoir ce que le Conseil d'Etat allait faire du HFR, site de Riaz. Ma question était de savoir si vous aviez déjà idée de comment utiliser le bâtiment une fois qu'il sera vide ? Est-ce que le Conseil communal est également soucieux de cette problématique ? Est-ce que des contacts ont été pris avec le HFR pour faire en sorte que cela fonctionne autrement ? Je pense que c'est un sujet qui devrait rester sur la table. Il faut vraiment s'accrocher parce que c'est le temps qui nous donnera raison. Tout centraliser à Fribourg fera que les gens du Sud iront à l'hôpital ailleurs. »

Mme la Présidente remercie M. Mauron et passe la parole au Conseil communal.

M. Antonin Charrière répond en ces termes :

« Je ne vais pas vous étonner en disant que Riaz n'est pas décisionnaire dans ce dossier, nous sommes fréquemment informés via le Réseau santé et social de la Gruyère. Un groupe de travail a également été formé avec les trois Préfets du Sud. »

M. le Syndic indique également être en contact avec le préfet de la Gruyère à ce sujet. Il espère qu'une collaboration pourra se faire avec le privé notamment dans l'objectif d'assurer la pérennité des blocs opératoires, élément essentiel pour un district de notre taille.

Mme la Présidente remercie les intervenants et demande si quelqu'un souhaite poser une autre question.

M. Patrice Gremaud intervient en ces termes :

« Au budget 2002, il avait été demandé un montant de CHF 50'000.- pour l'aménagement des rives de La Sionge.

L'explication indiquait que les travaux consisteraient à améliorer les sentiers pédestres, à réaliser des places de détente pour adultes et enfants et même des accès à la Sionge. On indiquait que ces aménagements rendraient ces lieux conviviaux, agréables et accessibles à tous. On insistait dans les Riazois no 37 et no 39 sur le côté convivial, agréable de ces lieux qui constitueront un lieu de promenade idyllique. Or, après

l'intervention des bûcherons, l'endroit est fort loin de répondre à ces qualificatifs. J'ai assisté à la séance d'information du forestier, organisée par la commune et je comprends leur volonté d'appliquer de nouvelles normes de protection de la forêt. Par contre dans notre commune qui compte 190 ha. de forêts, on aurait pu choisir une autre parcelle où personne ne va, pour commencer à appliquer cette nouvelle politique.

Je demande de déchiqueter les immenses tas de branches situés près des places aménagées, quitte à étaler les copeaux sur place, ou les déposer sur le parcours de fitness et de promenade. Ceci pour respecter la volonté de l'assemblée et les promesses du Conseil communal de l'époque.

Deuxième question concernant le lit de la Sionge.

Une première intervention a été posée à ce sujet il y 10 ans, sans effet. Or avec les années, la Sionge continue de ronger les berges de façon inquiétante. Par endroits, le sentier n'est plus très loin de s'écrouler dans la rivière. A d'autres endroits, on peut introduire une règle de plus d'un mètre sous les berges et des arbres sont quasiment suspendus dans le vide.

Je propose au Conseil communal de demander une expertise du lit de la Sionge pour le secteur situé entre le début de la forêt après la maison de ville et le viaduc autoroutier. »

Mme la Présidente passe la parole à Mme Sylvie Bosson pour la réponse du Conseil communal.

« Concernant le sentier pédestre, j'estime que les travaux ont été faits. Je tenais à préciser que la Commune de Riaz s'occupe de l'entier du sentier, y compris la partie située sur la Commune de Bulle. En effet, la Commune de Bulle a renoncé à s'occuper de cette partie du sentier. Notre commune a décidé de s'occuper de l'entier afin que les promeneurs puissent faire la boucle.

Concernant le déchiquetage, les forestiers ont fait le travail au mieux. Peut-être qu'ils vont revenir. Je vais me renseigner auprès de la corporation. Les forestiers m'ont dit que les déchets allaient rester dans la forêt. Nous aimons, tels de bons suisses que la forêt soit propre mais il faut quelques années afin qu'ils se décomposent.

Concernant le lit de la Sionge, des travaux ont déjà été effectués par la société d'endiguement de la Sionge. Un projet va être fait. Cela suit son cours. »

Mme la Présidente passe la parole à M. Frédéric Blanc pour sa question :

« Question concernant la sécurité des écoliers suite à l'ouverture du nouveau bâtiment scolaire.

L'ouverture du nouveau bâtiment scolaire est malheureusement entachée par de graves problèmes liés à la sécurité aux abords de la Route des Monts. En effet, si vous avez eu l'occasion d'être présent lors de l'entrée ou sortie des classes, vous avez pu vous en rendre compte.

Le problème principal est que bon nombre de parents s'agglutinent sur le trottoir, parfois avec des poussettes, rendant le chemin des écoliers très dangereux. A noter que la proximité du passage-piéton à la hauteur de l'Église n'aide pas.

Il arrive fréquemment que des écoliers, ne pouvant pas se frayer un chemin sur le trottoir, doivent carrément déborder sur la route. Le bal des véhicules lors de ces heures de pointe ainsi que la présence des bus TPF rendent cette situation critique. Ceci sans parler des parents qui posent et déposent leurs enfants au parking de l'Église, le tout dans un rodéo de marche arrière.

A savoir que ce bâtiment est occupé par les classes des petits entre 4 et 8 ans et qu'ils n'ont donc pas encore une notion concrète des dangers de la route. Il semblerait que le coach présent au passage-piéton ait essayé d'agir, mais en vain. Le courriel envoyé aux parents par la responsable d'établissement n'a guère eu plus de succès.

Une action long terme existe déjà car les élèves emprunteront la cour des Monts 14 une fois les travaux terminés.

En attendant, quelles actions concrètes et rapides, le Conseil communal va-t-il mettre en place ? Le mot d'ordre est simple pour ma part : personne ne devrait stationner sur le trottoir.

Ne serait-il pas possible d'aménager la zone de travaux pour que les élèves puissent au plus vite sortir par la cour des Monts 14 ? »

Au nom du Conseil communal, M. Daniel Blanc répond en ces termes :

« Effectivement cet endroit est très dangereux. Surtout parce que la situation est provisoire et qu'il y a malheureusement peu de solutions à ce problème. Par contre, j'ai participé à la mise en place de barrières afin de laisser plus de place aux parents qui attendent leurs enfants. Le trottoir va donc être libéré. Cependant, cela réduit l'espace dans la cour des élèves et ceci déplaît à la responsable d'établissement. La deuxième action que nous allons faire est l'envoi d'une nouvelle lettre afin d'interdire aux parents de rester sur les trottoirs en attendant leurs enfants. La police est venue ce lundi faire une visite. Beaucoup de voitures stationnent également sur le parking Hubert-Charles avec leurs signaux de panne en attendant que leurs enfants veuillent bien traverser la route. Ce problème ne peut pas être résolu, ce parking étant public. Un règlement doit être mis en place.

Il n'est pas possible d'aménager la zone des travaux afin que les écoliers puissent sortir par la cour attenante aux bâtiments C ou D, mais cela pose de nombreux problèmes de sécurité avec les travaux actuellement en cours pour le bâtiment E.

Je profite d'avoir le micro pour vous informer que nous sommes à la recherche de coach afin de satisfaire à la sécurité des enfants. »

M. le Syndic intervient en ces mots :

« Nous avons proposé à la directrice que les enseignantes aillent avec les enfants dans la cour de la route des Monts 14 mais cela a été refusé. Monsieur Blanc est très actif dans la recherche de solutions. »

Mme le Président passe la parole à M. Julien Tercier pour sa question :

« J'ai une question à formuler concernant les places de parcs dans notre village. Monsieur Charrière, nous l'avez mentionné lors du budget et je vous en remercie. Pouvez-vous nous déjà nous dire en quelque mots quelle est la stratégie que vous pensez mettre en place ? »

M. Antonin Charrière répond en ces termes :

« Le projet a déjà été envoyé à l'État et il est venu en retour fin 2019 avec quelques remarques qui ont dues être prises en compte par le Conseil Communal. A ce stade, le projet se base sur un modèle de la ville de Bulle. Nous nous posons la question sur la nécessité de formation d'agents communaux. Il y aura des possibilités pour les commerçants et les employés de la Commune de bénéficier de vignettes de stationnement. »

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente clôt la discussion et passe aux remarques et commentaires.

REMARQUES - COMMENTAIRES

La parole n'étant pas demandée, Mme la Présidente intervient en ces mots :

« Avant de passer à la conclusion, je vous demande encore quelques instants d'attention. Les personnes qui sont intervenues au cours de cette séance sont priées de remettre leurs écrits, soit de main à main avant de quitter la salle, soit par courriel à Mme Diana Santos au plus tard jusqu'à demain à midi. Merci d'avance.

Au terme de cette dernière séance de l'année 2020, je tiens à vous adresser, chers collègues du Conseil général, Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux, ainsi qu'à tout le personnel communal un chaleureux merci pour votre collaboration constructive et votre engagement en faveur de notre commune.

Je ne saurais terminer cette séance sans vous souhaiter à vous toutes et tous présents dans la salle de belles fêtes de fin d'année. Je vous adresse d'ores et déjà mes meilleurs vœux pour l'année 2021 ! Qu'elle vous apporte tout ce dont vous rêvé mais avant tout, bonheur et santé. Je me réjouis de vous retrouver ici même l'année prochaine !

Il est 23 :07 heures. Je lève la séance du Conseil général du 15 décembre 2020. Je vous remercie de votre attention et vous souhaite belle fin de soirée. Prenez soin de vous ! »

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

La secrétaire ad interim

Diana Santos

CONSEIL GENERAL DE RIAZ

La Présidente

Sophie Moura

Le secrétaire du procès-verbal

Hugo Delabays